

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACHENAUD-JACQUET  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 165  
N° 78

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 27  
no Tetepa 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

##### EXTRAITS

- Arrêté n° HC 1122 DIE/BPT du 16 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 2519 DIE/BPT du 29 décembre 2014 relatif au financement du projet intitulé "Equipements des collèges et lycées", ministère 206, programme 214, action 08, sous-action 04 ..... 11004
- Arrêté n° HC 1123 DIE/BPT du 16 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 2518 DIE/BPT du 29 décembre 2014 relatif au financement du projet intitulé "Equipements des CETAD", ministère 206, programme 214, action 08, sous-action 04 ..... 11004

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

- Arrêté n° 1393 CM du 19 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 1084 CM du 4 août 2016 portant création d'une zone d'interdiction de mouillage et fixant les règles de stationnement des navires dans la baie de Taiohae (Nuku Hiva) ..... 11005
- Arrêté n° 1394 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016 ..... 11005
- Arrêté n° 1395 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de tennis pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016 ..... 11010
- Arrêté n° 1396 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016 ..... 11015
- Arrêté n° 1397 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016 ..... 11019
- Arrêté n° 1398 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération polynésienne de golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016 ..... 11024

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****Présidence**

Arrêté n° 749 PR du 19 septembre 2016 portant nomination des membres du comité consultatif pour la biosécurité. . . . . **11028**

Arrêté n° 750 PR du 20 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale. **11029**

**Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux,  
de la modernisation de l'administration et de la fonction publique**

Arrêté n° 8181 MTF/DGRH du 19 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 7231 MTF/DGRH du 23 août 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, interne et d'intégration, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 61 infirmiers de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française . . . . . **11030**

**Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements**

Arrêté n° 8197 MEI du 20 septembre 2016 portant attribution de numéro court d'assistance opérateur à la société Vini . . . . . **11031**

Arrêté n° 8217 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant extension de 2 brevets français . . . . . **11031**

Arrêté n° 8218 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant extension de 2 brevets français . . . . . **11032**

Arrêté n° 8219 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant extension d'un brevet français . . . . . **11033**

Arrêté n° 8220 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant reconnaissance de 172 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle. . . . . **11034**

Arrêté n° 8234 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension d'un brevet français . . . . . **11038**

Arrêté n° 8261 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension d'un dépôt portant sur l'enregistrement d'un dessin et modèle français . . . . . **11038**

Arrêté n° 8262 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension de 10 dépôts portant sur l'enregistrement de 24 dessins et modèles français . . . . . **11040**

Arrêté n° 8263 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension de 102 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle. . . . . **11058**

**Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 8278 MLV/DAF du 21 septembre 2016 portant affectation du véhicule administratif immatriculé D 6712, au profit du service d'assistance et de sécurité. . . . . **11067**

Arrêté n° 8282 MLV du 21 septembre 2016 autorisant la location du lot n° 58 dépendant de la terre dénommée domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuatea, cadastré section MY n° 4, commune associée de Avera, au profit de M. Timiona Faaeva. . . . . **11067**

Arrêté n° 8283 MLV du 21 septembre 2016 autorisant la location d'une emprise de 7 106 mètres carrés à détacher de la parcelle dépendant de la terre dénommée domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuatea, cadastrée section NA n° 1, commune associée de Avera, au profit de Mme Agnès Teriitaohia . . . . . **11068**

Arrêté n° 8284 MLV du 21 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, commune de Gambier, cadastré section AI n° 63, à des fins d'exploitation d'un véhicule de restauration, au profit de M. Agatarea André Teapiki . . . . . **11069**

Arrêté n° 8285 MLV du 21 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 50 mètres carrés, place publique cadastrée section AD n° 315, sis commune de Uturoa à Raiatea, au profit de M. Bernard Savouret, à des fins d'exploitation d'un véhicule de restauration . . . . . **11070**

**Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports**

Arrêté n° 8221 MEE du 20 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 7953 MEE du 12 septembre 2016 portant composition du jury de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif .....	11072
--	-------

**ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Arrêté n° A136-2016 APF/SG/SRH du 19 septembre 2016 relatif à la commission paritaire consultative de l'assemblée de la Polynésie française.....	11072
--	-------

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique ...	11074
---	-------

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales.....	11075
Annonces diverses .....	11076
Annonces marchés publics.....	11081



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Par arrêté n° HC 1122 DIE/BPT** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 septembre 2016.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions de l'arrêté n° HC 2519 DIE/BPT du 29 décembre 2014 relatif au financement du projet intitulé "Equipements des collèges et lycées" en ce qui concerne l'exécution de l'opération.

#### *Description, coût et exécution de l'opération*

Les dispositions de l'arrêté n° HC 2519 DIE/BPT du 29 décembre 2014 sont partiellement modifiées comme suit :

*Au lieu de* : "Fin des travaux : au plus tard 10 mois à compter du démarrage de l'opération" ;

*Lire* : "Fin des travaux : au plus tard le 2 octobre 2016".

#### *Modification*

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 2519 DIE/BPT du 29 décembre 2014 non expressément modifiées par le présent arrêté demeurent valables.

**Par arrêté n° HC 1123 DIE/BPT** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 septembre 2016.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions de l'arrêté n° HC 2518 DIE/BPT du 29 décembre 2014 relatif au financement du projet intitulé "Equipements des CETAD" en ce qui concerne l'exécution de l'opération.

#### *Description, coût et exécution de l'opération*

Les dispositions de l'arrêté n° HC 2518 DIE/BPT du 29 décembre 2014 sont partiellement modifiées comme suit :

*Au lieu de* : "Fin des travaux : au plus tard 10 mois à compter du démarrage de l'opération" ;

*Lire* : "Fin des travaux : au plus tard le 3 octobre 2016".

#### *Modification*

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 2518 DIE/BPT du 29 décembre 2014 non expressément modifiées par le présent arrêté demeurent valables.

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 1393 CM du 19 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 1084 CM du 4 août 2016 portant création d'une zone d'interdiction de mouillage et fixant les règles de stationnement des navires dans la baie de Taiohae (Nuku Hiva).**

NOR : DAM1621354AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des transports en ses dispositions en vigueur en Polynésie française ;

Vu le code pénal ;

Vu la délibération n° 78-124 du 27 juillet 1978 modifiée portant réglementation de la circulation dans les lagons de la Polynésie française ;

Vu la délibération 2004-34 du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les courriers du maire de la commune de Nuku Hiva en date des 5 juin 2015 et 18 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1084 CM du 4 août 2016 portant création d'une zone d'interdiction de mouillage et fixant les règles de stationnement des navires dans la baie de Taiohae (Nuku Hiva) ;

Considérant les risques d'abordage générés par la recrudescence des voiliers en mouillage dans le chenal d'accès aux infrastructures portuaires situées dans la baie de Taiohae ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité d'entrée et de sortie du chenal et de garantir le bon accès aux infrastructures portuaires ;

Considérant la nécessité de prendre, pour des raisons de sécurité de la navigation, des mesures de restriction en matière de stationnement et de mouillage dans la baie de Taiohae ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau figurant à l'article 5 de l'arrêté n° 1084 CM susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Point	Description du point	Longitude (W)	Latitude (S)
Point A	Mât de 15 mètres près du carrefour routier	140°05,91' W	8°54,74 S
Point B	300 m à l'Ouest du point C	140°05,89 W	8°55,31 S
Point C	Extrémité Sud du grand quai	140°05,74 W	8°55,33 S

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 1394 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.**

NOR : SJS1620405AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports en date du 19 janvier 2016 ;

Vu la lettre n° 5226 PR du 1er août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 août 2016 ;

Vu l'avis n° 144-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *trois millions cinq cent mille francs CFP* (3 500 000 F CFP) en faveur de la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant d'un *million trois cent mille francs CFP* (1 300 000 F CFP) au :
  - exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8240-F ;
- pour un montant de *deux millions deux cent mille francs CFP* (2 200 000 F CFP) au :
  - exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un *million sept cent cinquante mille francs CFP* (1 750 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit un *million sept cent cinquante mille francs CFP* (1 750 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

## CONVENTION N° / MEE du

relative aux objectifs et obligations de la fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;

Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1394 /CM du 20 SEP. 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

## ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

## ET :

La fédération polynésienne de sports adaptés et handisports, BP 140767 - 98701 PIRAE - n° Tahiti 576595, représentée par sa présidente, Madame Henriette KAMIA ;

d'autre part,

## ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

*L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.*

*Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.*

*Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.*

*Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).*

*Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.*

*La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.*

## IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération polynésienne de sports adaptés et handisports résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

### Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- **le développement de la pratique de la masse** par :
  - le maintien des 19 écoles de sports à travers 10 disciplines sportives sur Tahiti, Moorea, Raiatea et Bora Bora ;
  - l'organisation de manifestations inter-associatives ;
- **le suivi et le maintien du haut niveau** par la participation de l'élite sportive aux rencontres nationales et internationales ;
- **la mise en place de formations** de cadres fédéraux ;
- **la mise en place du BPPEs**, option handisport et sport adapté.

### Article 3. - Les obligations de la fédération

La fédération s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2, notamment par le maintien en poste des cadres techniques fédéraux ;
- informer le Ministre chargé des sports de toute modification relative aux contrats de travail (résiliation, suspension) des titulaires des postes en question ;
- transmettre un rapport faisant état de la situation administrative des postes en question, accompagné des contrats de travail signés par les parties, des fiches de salaires pour les périodes indiquées et enfin d'un compte rendu qualitatif et quantitatif des actions mises en place pendant la durée des contrats de travail ;
- respecter les dispositions ci-dessus mentionnées, et dans le cas contraire, le non respect pourra entraîner l'annulation de l'aide apportée au dispositif d'aide à l'emploi. Le cas échéant, cette annulation peut faire l'objet d'un remboursement des sommes octroyées par l'établissement d'un ordre de recette imputable à l'employeur ;

- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc ....).

#### Article 4. - Coût

La fédération est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **trois millions cinq cent mille francs pacifique (3 500 000 F CFP)**, dont un million trois cent mille francs pacifique (1 300 000 F CFP) pour les postes de cadre technique fédéral.

#### Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **un million sept cent cinquante mille francs pacifique (1 750 000 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, soit **un million sept cent cinquante mille francs pacifique (1 750 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

#### Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant d'**un million trois cents mille francs pacifique (1 300 000 F CFP)** au :

- Exercice : **2016**
- Sous-chapitre : **97106**
- Article : **6574**
- Centre de Travail : **8240-F**

Pour un montant de **deux millions deux cent mille francs pacifique (2 200 000 F CFP)** au :

- Exercice : **2016**
- Sous-chapitre : **97106**
- Article : **6574**
- Centre de Travail : **8241-F**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

#### Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;

- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

#### **Article 8. - Attribution de juridiction**

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

#### **Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires**

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.  
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à PIRAE, le 11/08/16 . Fait à , le

Pour la fédération,  
La Présidente

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports

**Henriette KAMIA**

**Nicole SANQUER-FAREATA**

**ARRETE n° 1395 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de tennis pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.**

NOR : SJS1620432AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la Fédération tahitienne de tennis en date du 25 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5225 PR du 1er août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 août 2016 ;

Vu l'avis n° 144-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *cinq millions cent vingt mille francs CFP* (5 120 000 F CFP) en faveur de la Fédération tahitienne de tennis pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de *trois millions de francs CFP* (3 000 000 F CFP) au :
  - exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8240-F ;
- pour un montant de *deux millions cent vingt mille francs CFP* (2 120 000 F CFP) au :
  - exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux millions cinq cent soixante mille francs CFP* (2 560 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *deux millions cinq cent soixante mille francs CFP* (2 560 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Fédération tahitienne de tennis s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de

l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la Fédération tahitienne de tennis pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération tahitienne de tennis et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

## CONVENTION N°

/ MEE du

relative aux objectifs et obligations de la fédération tahitienne de tennis pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;

Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes :

N. 1395 20 SEP. 2016  
Vu l'arrêté n° /CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de tennis pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

**ENTRE :**

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

**ET :**

La fédération tahitienne de tennis, BP 50 356 - 98716 PIRAE – n° Tahiti 300459, représentée par sa présidente, Madame Ruth MANEA,

d'autre part,

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

*L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.*

*Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.*

*Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.*

*Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).*

*Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.*

*La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.*

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération tahitienne de tennis résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

**Article 2. - Les objectifs à atteindre**

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- la formation d'animateurs, d'initiateurs, d'entraîneurs, d'arbitres et d'officiels ;
- le développement des actions en faveur de la masse :
  - par l'organisation de championnats fédéraux ;
  - par l'organisation de manifestations sportives (Masters jeunes, Top 12...) ;
  - par la promotion du tennis féminin et vétéran ;
  - par le développement d'actions en milieu scolaire ;
  - par la mise en place du beach tennis ;
- le développement d'actions en faveur de la pratique de haut niveau :
  - par la participation à des compétitions organisées par la fédération internationale de tennis ;
  - par la détection et le rassemblement des jeunes espoirs ;
  - par la participation aux championnats de l'Océanie ;
- le recrutement d'un cadre technique fédéral chargé d'organiser et de développer les politiques fédérales de développement du tennis.

### Article 3. - Les obligations de la fédération

La fédération s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2, notamment par l'intervention du cadre technique fédéral recruté à cet effet ;
- informer le Ministre chargé des sports de toute modification relative au contrat de travail (résiliation, suspension) du titulaire du poste de cadre technique fédéral ;
- transmettre un rapport faisant état de la situation administrative du poste de cadre technique fédéral, accompagné du contrat de travail signé par les parties, des fiches de salaires pour les périodes indiquées, et enfin d'un compte rendu qualitatif et quantitatif des actions mises en place pendant la durée du contrat de travail ;
- respecter les dispositions ci-dessus mentionnées, et dans le cas contraire, le non respect pourra entraîner l'annulation de l'aide apportée au dispositif d'aide à l'emploi de cadre technique fédéral. Le cas échéant, cette annulation peut faire l'objet d'un remboursement des sommes octroyées par l'établissement d'un ordre de recette imputable à l'employeur ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc...).

### Article 4. - Coût

La fédération est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **cinq millions cent vingt mille francs pacifique (5 120 000 F CFP)**, dont trois millions de francs pacifique (3 000 000 F CFP) pour le poste de cadre technique fédéral.

**Article 5. - Modalités de versement de la subvention**

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **deux millions cinq cent soixante mille francs pacifique (2 560 000 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, soit **deux millions cinq cent soixante mille francs pacifique (2 560 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

**Article 6. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de trois millions de francs pacifique (3 000 000 F CFP) au :

- Exercice : **2016**
- Sous-chapitre : **97106**
- Article : **6574**
- Centre de Travail : **8240-F**

Pour un montant de deux millions cent vingt mille de francs pacifique (2 120 000 F CFP) au :

- Exercice : **2016**
- Sous-chapitre : **97106**
- Article : **6574**
- Centre de Travail : **8241-F**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 7. - Résiliation de la convention**

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

**Article 8. - Attribution de juridiction**

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

**Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires**

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à *Papeete*, le *31.08.2016*. Fait à , le

Pour la fédération,  
La Présidente

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports

Ruth MANEA

Nicole SANQUER-FAREATA

**ARRETE n° 1396 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.**

NOR : SJS1620758AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la Fédération tahitienne de natation en date du 29 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5227 PR du 1er août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 août 2016 ;

Vu l'avis n° 144-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *six millions trois cent soixante-quinze mille francs CFP* (6 375 000 F CFP) en faveur de la Fédération tahitienne de natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de *quatre millions de francs CFP* (4 000 000 F CFP) au :
  - exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8240-F ;
- pour un montant de *deux millions trois cent soixante-quinze mille francs CFP* (2 375 000 F CFP) au :
  - exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *trois millions cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs CFP* (3 187 500 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *trois millions cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs CFP* (3 187 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Fédération tahitienne de natation s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la Fédération tahitienne de natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération tahitienne de natation et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**CONVENTION N° / MEE du**

relative aux objectifs et obligations de la fédération tahitienne de natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;
- Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° **1396** /CM du **20 SEP. 2016** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

**ENTRE :**

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

**ET :**

La fédération tahitienne de natation, BP 1794 - 98713 Papeete – n° Tahiti 281220, représentée par son président, Monsieur Michel SOMMERS,

d'autre part,

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

*L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.*

*Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.*

*Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.*

*Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).*

*Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.*

*La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.*

## IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération tahitienne de natation résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

### Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- **la formation** d'animateurs, d'initiateurs, d'entraîneurs, d'arbitres et d'officiels de table ;
- **le développement des actions en faveur de la masse** par :
  - l'organisation de championnats fédéraux ;
  - la mise en place du programme social (PISAN) en faveur des enfants de quartiers prioritaires ;
  - la mise en place du programme santé Aura'a no te ora / Nagez Forme Santé (NFS) ;
- **le développement d'actions en faveur de la pratique du haut niveau** :
  - par la participation aux championnats internationaux ;
  - par la participation aux championnats de France ;
  - par le soutien à la section sportive scolaire du collège Anne-Marie JAVOUHEY.

### Article 3. - Les obligations de la fédération

La fédération s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2, notamment par le maintien en poste du cadre technique fédéral et du personnel administratif ;
- informer le Ministre chargé des sports de toute modification relative aux contrats de travail (résiliation, suspension) des titulaires des postes en question ;
- transmettre un rapport faisant état de la situation administrative du poste de cadre technique fédéral et celui du personnel administratif, accompagné des contrats de travail signés par les parties, des fiches de salaires pour les périodes indiquées et enfin d'un compte rendu qualitatif et quantitatif des actions mises en place pendant la durée du contrat de travail ;

- respecter les dispositions ci-dessus mentionnées, et dans le cas contraire, le non respect pourra entraîner l'annulation de l'aide apportée au dispositif d'aide à l'emploi de cadre technique fédéral et du personnel administratif. Le cas échéant, cette annulation peut faire l'objet d'un remboursement des sommes octroyées par l'établissement d'un ordre de recette imputable à l'employeur ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc...).

#### Article 4. - Coût

La fédération est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **six millions trois cent soixante-quinze mille francs pacifique (6 375 000 F CFP)**, dont trois millions de francs pacifique (3 000 000 F CFP) pour le poste de cadre technique fédéral et un million de francs pacifique (1 000 000 F CFP) pour l'agent administratif.

#### Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **trois millions cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs pacifique (3 187 500 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, soit **trois millions cent quatre-vingt-sept mille cinq cents francs pacifique (3 187 500 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

#### Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de **quatre millions de francs pacifique (4 000 000 F CFP)** au :

- Exercice : **2016**
- Sous-chapitre : **97106**
- Article : **6574**
- Centre de Travail : **8240-F**

Pour un montant de **deux millions trois cent soixante-quinze mille francs pacifique (2 375 000 F CFP)** au :

- Exercice : **2016**
- Sous-chapitre : **97106**
- Article : **6574**
- Centre de Travail : **8241-F**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.  
Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 7. - Résiliation de la convention**

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

**Article 8. - Attribution de juridiction**

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

**Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires**

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.  
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à

*PARERE*

, le

*11 août 16*

Fait à

, le

Pour la fédération,  
Le Président

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports

**Michel SOMMERS**

**Nicole SANQUER-FAREATA**

**ARRETE n° 1397 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.**

*NOR : SJS1620770AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

-Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées en date du 27 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5228 PR du 1er août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 août 2016 ;

Vu l'avis n° 144-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *un million neuf cent trente-six mille francs CFP* (1 936 000 F CFP) en faveur de la Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *neuf cent soixante-huit mille francs CFP* (968 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *neuf cent soixante-huit mille francs CFP* (968 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports,

attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération tahitienne de karaté et disciplines associées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

## CONVENTION N° / MEE du

relative aux objectifs et obligations de la fédération tahitienne de karaté et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Vu n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé Direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1397 /CM du 20 SEP. 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de karaté et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

## ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

## ET :

La fédération tahitienne de karaté et disciplines associées, BP 60 055 - 98704 FAAA – n° Tahiti 357921, représentée par son président, Monsieur Michel MUTLU ;

d'autre part,

## ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

*L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.*

*Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.*

*Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.*

*Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).*

*Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.*

*La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.*

## IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération tahitienne de karaté et disciplines associées résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

### Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- **la formation** d'éducateurs de club et d'arbitres ;
- **le développement de la pratique de masse** par :
  - l'organisation des championnats et coupes de Kata et Kumité ;
- **le développement du haut niveau** par :
  - la participation au championnat Open de Nouvelle Zélande ;
  - la participation à l'Open d'Australie ;
  - la participation à l'Open de Nouvelle Calédonie ;
  - la participation aux Océania en Nouvelle Calédonie ;
  - la participation aux championnats de France.

### Article 3. - Les obligations de la fédération

La fédération s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;

- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc ....).

#### Article 4. - Coût

La fédération est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant d'un **million neuf cent trente-six mille francs pacifique (1 936 000 F CFP)**.

#### Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **neuf cent soixante-huit mille francs pacifique (968 000 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, soit **neuf cent soixante-huit mille francs pacifique (968 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

#### Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant d'un **million neuf cent trente-six mille francs pacifique (1 936 000 F CFP)** au

- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97106
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8241-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

#### Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

#### Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

**Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires**

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.  
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à *papeete*, le *16/08/16* . Fait à , le

Pour la fédération,  
Le Président

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports

**Michel MUTLU**

**Nicole SANQUER-FAREATA**

**ARRETE n° 1398 CM du 20 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération polynésienne de golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.**

NOR : SJS16207400AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la Fédération polynésienne de golf en date du 3 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5440 PR du 5 août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 5 août 2016 ;

Vu l'avis n° 144-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *un million quatre cent soixante-quatorze mille francs CFP* (1 474 000 F CFP) en faveur de la Fédération polynésienne de golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *sept cent trente-sept mille francs CFP* (737 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *sept cent trente-sept mille francs CFP* (737 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Fédération polynésienne de golf s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la Fédération polynésienne de golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération polynésienne de golf et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

## CONVENTION N°

/ MEE du

relative aux objectifs et obligations de la fédération polynésienne de golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé Direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1398/CM du 20 SEP. 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération polynésienne de golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

### ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

### ET :

La fédération polynésienne de golf, BP 1121 - 98713 PAPEETE - n° Tahiti 374918, représentée par son président, M. Christian LAUSAN ;

d'autre part,

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

*L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.*

*Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.*

*Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.*

*Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).*

*Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.*

*La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.*

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :****Article 1er. -** Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération polynésienne de golf résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

**Article 2. -** Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- **le développement de la pratique de masse** par la continuité de l'école de golf fédérale et des actions de promotion ;

- **le développement du haut niveau** et le perfectionnement de l'élite par :

- l'organisation de la 32<sup>e</sup> édition de l'Open international de golf de Tahiti 2016 ;
- la participation pour les jeunes à des compétitions internationales de haut niveau (en Australie, et en Nouvelle Zélande) ;

- **le développement de la formation.**

**Article 3. -** Les obligations de la fédération

La fédération s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du Ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;

- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives,...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononce, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur, etc).

#### Article 4. - Coût

La fédération est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant d'un **million quatre cent soixante-quatorze mille francs pacifique (1 474 000 F CFP)**.

#### Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **sept cent trente-sept mille francs pacifique (737 000 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, soit **sept cent trente-sept mille francs pacifique (737 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

#### Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97106
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8240-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

#### Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

#### Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

**Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires**

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.  
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à *Papeete*, le *16-08-16*. Fait à , le

Pour la fédération,  
Le Président

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports

Christian LAUSAN

Nicole SANQUER-FAREATA

**ARRETES DU PRESIDENT  
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

**PRESIDENCE**

**ARRETE n° 749 PR du 19 septembre 2016 portant nomination des membres du comité consultatif pour la biosécurité.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu l'arrêté n° 1519 CM du 5 novembre 2013 relatif à la composition et au fonctionnement du comité consultatif pour la biosécurité ;

Vu le courrier du 13 juin 2013 de l'association de défense des consommateurs polynésiens Te Tia Ara ;

Vu le courrier du 24 juin 2016 de l'Association familiale catholique de Polynésie française ;

Vu le courrier n° 228-16 CAPL/SG/hfm du 18 août 2016 de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de Polynésie française ;

Vu le courrier n° 648 CCISM du 14 juin 2016 de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de la Polynésie française ;

Vu le courrier électronique RE: courrier n° 2100 SDR du 22 août 2016 de M. Nicolas Bronstein,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du comité consultatif pour la biosécurité pour une durée de deux ans, les personnes suivantes :

*Au titre de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire :*

- *membre titulaire* : Mme Heia Teina ;
- *membre suppléant* : M. Abel Iorss.

*Au titre de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers :*

- *membre titulaire* : M. Stéphane Chin Loy ;
- *membre suppléant* : M. Clet Wong.

*Au titre des compagnies maritimes interinsulaires de la Polynésie française :*

- *membre titulaire* : M. Nicolas Bronstein.

*Au titre des associations de consommateurs de Polynésie française :*

- *membre titulaire* : M. Olivier Tauhiro ;
- *membre suppléant* : Mme Dorothée Beisswenger.

Art. 2.— MM. Léon Mu et Hervé Bichet sont nommés membres du comité consultatif pour la biosécurité au titre de leurs compétences respectives en protection des végétaux et en épidémiologie animale. La durée de leur mandat est de deux ans.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 750 PR du 20 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295 et n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu les dossiers éligibles présentés par la Banque SOCREDO par courrier n° DEO 2016-1710 du 8 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement des ménages est attribuée aux personnes ci-après désignées, suivant les montants indiqués (en F CFP) :

Identité des bénéficiaires	Montant de l'aide accordée
Laurent Marie Teto	2 000 000
Jean-Claude Fareura Moeava Rota	2 000 000
Total aide financière	4 000 000

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations des bénéficiaires prévus aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue,  
de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**MINISTÈRE DU TOURISME,  
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,  
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**ARRETE n° 8181 MTF/DGRH du 19 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 7231 MTF/DGRH du 23 août 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, interne et d'intégration, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 61 infirmiers de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.**

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2010-3 APF du 28 janvier 2010 modifiée portant statut particulier des personnels infirmiers de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2016-15 du 11 mai 2016 portant modification de l'article 53 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 CM du 21 mai 2012 fixant les modalités et le programme des épreuves des concours de recrutement des infirmiers de catégorie B de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 21 janvier 2016 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2016 de concours relevant de la filière administrative et financière, de la filière technique, de la filière éducative et de la filière santé de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5558 MTF/DGRH du 8 juillet 2016 modifié portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, interne et d'intégration, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 61 infirmiers de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7231 MTF/DGRH du 23 août 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, interne et d'intégration, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 61 infirmiers de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 7231 MTF/DGRH du 23 août 2016 est rédigé comme suit :

“Sont nommées membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Valérie Clément, représentant le directeur des ressources humaines de la Polynésie française, *présidente* ;
- Mme Virginie Leu épouse Amaru, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration de la Polynésie française ;
- Mme Tiare Martinez, représentant la directrice de la santé par intérim ;
- Mme Maeva Corbaz, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement ;
- Mme Sylvie Malbête épouse Mauguin, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des infirmiers de catégorie B.”

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,  
DE L'ÉCONOMIE BLEUE,  
DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE  
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

**ARRÊTÉ n° 8197 MEI du 20 septembre 2016 portant attribution de numéro court d'assistance opérateur à la société Vini.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 1508 CM du 7 octobre 2003 conférant à la société Tikiphone la qualité d'opérateur de télécommunication et l'autorisant en conséquence à établir et exploiter un réseau lui permettant de fournir un service de télécommunication mobile ;

Vu l'arrêté n° 2089 CM du 16 novembre 2009 modifié portant renouvellement de l'autorisation conférant à la SAS Vini les qualités d'opérateur de télécommunication ;

Vu la demande de la société Vini en date du 5 septembre 2016 ;

Vu le rapport d'instruction de la direction générale de l'économie numérique,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué à la société Vini, en sa qualité d'opérateur de télécommunication mobile, le numéro 3959.

Ce numéro doit être utilisé exclusivement pour la fourniture du service de télécommunication mobile d'assistance opérateur.

Art. 2. — Le présent arrêté d'attribution entraîne l'engagement par la société Vini de respecter l'ensemble des conditions d'utilisation de la ressource attribuée, fixées aux articles A. 212-20-1 à A. 212-20-42 du code des postes et télécommunications.

Art. 3. — L'opérateur doit respecter les prescriptions suivantes, destinées à assurer une bonne utilisation des ressources attribuées.

L'opérateur doit gérer les numéros attribués dans l'objectif d'une bonne économie du plan de numérotation. En particulier, l'opérateur doit s'attacher à réduire le nombre de numéros sans utilisation commerciale.

L'opérateur doit adresser à la direction générale de l'économie numérique un rapport annuel d'utilisation des ressources attribuées, dans les formes et délais prévus à l'article A. 212-20-40 du code des postes et télécommunications.

L'opérateur doit informer la direction générale de l'économie numérique, l'UIT-T et les autres opérateurs lors de l'ouverture du numéro ou du premier numéro de chaque bloc de numéros.

Art. 4. — L'opérateur doit permettre à tout abonné de conserver son numéro en cas de changement d'opérateur, conformément aux dispositions de l'article D. 212-20 du code des postes et télécommunications et des textes d'application, lorsque cela s'applique.

Art. 5. — La durée de l'attribution est fixée à vingt ans.

Art. 6. — Les ressources attribuées doivent être utilisées dans le délai d'un an après notification du présent arrêté.

Art. 7. — En cas de non-respect des conditions d'attribution et d'utilisation de la ressource en numéro qui fait l'objet du présent arrêté, ou si une part significative de cette ressource reste inutilisée, le retrait de cette ressource est prononcé dans les conditions prévues par l'article D. 212-4 du code des postes et télécommunications.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRÊTÉ n° 8217 MEI/DAE du 20 septembre 2016  
portant extension de 2 brevets français.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la

propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-1 du 8 janvier 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3023443 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-4 du 29 janvier 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3024121 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 33 NS du 11 février 2016, page 423 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension des brevets n° FR3023443 et n° FR3024121 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-33 du 19 août 2016 ayant publié la délivrance des brevets objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans l'annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

#### ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 2 BREVETS FRANCAIS

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Titulaire	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3023443	FR1456526	7-juil.-14	SIMEON JEAN-LUC	CABINET LAVOIX LYON	2016-01 du 08/01/2016	JOPF n°7 NS du 11/02/2016p423
FR3024121	FR1457241	25-juil.-14	SAVOYE	CABINET PATRICE VIDON	2016-04 du 29/01/2016	JOPF n°7 NS du 11/02/2016p423

#### ARRETE n° 8218 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant extension de 2 brevets français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la

promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-3 du 22 janvier 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3023857 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-5 du 5 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3024481 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016, page 423 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3023857 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 32 NS du 9 juin 2016, page 2173 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3024481 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-34 du 26 août 2016 ayant publié la délivrance des brevets objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans l'annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

#### ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 2 BREVETS FRANCAIS

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Titulaire	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3023857	FR1457035	21-juil.-14	SOCIETE INDUSTRIELLE DE PRODUITS MECANIQUES ANCR'EST	CABINET LAVOIX	2016-03 du 22/01/2016	JOPF n°7 NS du 11/02/2016p423
FR3024481	FR1457585	4-août-14	SOCIETE INDUSTRIELLE DE PRODUITS MECANIQUES ANCR'EST	CABINET LAVOIX	2016-05 du 05/02/2016	JOPF n°32 NS du 09/06/2016p2173

#### ARRETE n° 8219 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant extension d'un brevet français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-6 du 12 février 2016 ayant publié la demande

d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR0324698 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française JOPF n° 32 NS du 9 juin 2016 page 2173 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR0324698 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-35 du 2 septembre 2016 ayant publié la délivrance du brevet objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er. — Le titre de propriété industrielle enregistré par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publié dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listé dans l'annexe au présent arrêté est étendu en Polynésie française, où il produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN BREVET Français

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Titulaire	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
3024698	1457654	06-août-14	GUITTON PASCAL	CABINET BARRE LAFORGUE & ASSOCIES	BOPI n°2016-06 du 12/02/2016	JOPF n°32 NS du 09/06/2016 p.2173

**ARRETE n° 8220 MEI/DAE du 20 septembre 2016 portant reconnaissance de 172 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
William VANIZETTE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 172 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI				
Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
4D	MARQUE	1370259	12/09/1986	2007-13
ACCOR	MARQUE	1368309	21/08/1986	2007-32
AIR TAHITI	MARQUE	96626707	21/05/1996	2006-47
AIR TAHITI	MARQUE	96626708	21/05/1996	2006-47
ALPES MARITIMES DISTRIBUTION	MARQUE	3467460	04/12/2006	2007-30
ALSTOM	MARQUE	3449805	08/09/2006	2007-07
ALTRAN EDUCATION SERVICES	MARQUE	3466137	29/11/2006	2007-18
ALTRAN EDUCATION SERVICES	MARQUE	3466135	29/11/2006	2007-18
ARYSTA LIFESCIENCE	MARQUE	97659174	15/01/1997	2007-45
AVENTIS PHARMA	MARQUE	96634516	16/07/1996	2007-26
AVENTIS PHARMA	MARQUE	1364764	23/07/1986	2007-29
AVENTIS PHARMA	MARQUE	1363114	11/07/1986	2007-26
AVENTISUB LLC	MARQUE	1366208	01/08/1986	2007-37
BANDO CHEMICAL INDUSTRIES LTD.	MARQUE	1354472	12/05/1986	2007-20
BAUSCH & LOMB INCORPORATED	MARQUE	3450436	14/09/2006	2007-08
BAYER	MARQUE	96649895	08/11/1996	2007-36
BAYER AKTIENGESellschaft	MARQUE	1380559	20/11/1986	2007-44
BAYER CONSUMER CARE AG	MARQUE	96650413	13/11/1996	2007-44
BAYER HEALTHCARE SAS	MARQUE	1377997	04/11/1986	2007-44
BONDUELLE	MARQUE	3454403	04/10/2006	2007-22
BONDUELLE	MARQUE	3456775	16/10/2006	2007-12
BRAND ASSOCIATES LIMITED	MARQUE	1379698	14/11/1986	2007-39
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	1369823	09/09/1986	2007-33
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	96646505	17/10/1996	2007-38
BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY	MARQUE	96647966	25/10/1996	2007-38
BWT FRANCE	MARQUE	1514379	28/01/1987	2007-42
BWT FRANCE	MARQUE	1388376	08/01/1987	2007-42
CAPI	MARQUE	3430385	16/05/2006	2006-43
CARBONEX	MARQUE	3444680	02/08/2006	2007-07
CARREFOUR	MARQUE	96644632	01/10/1996	2007-42
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	96648385	29/10/1996	2007-29
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	3460261	02/11/2006	2007-14
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	96650409	13/11/1996	2007-32
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	96657530	30/12/1996	2007-42
CELETTE FRANCE	MARQUE	96653206	25/11/1996	2009-32
CHANEL	MARQUE	96629302	11/06/1996	2007-18
CHEQUERS CAPITAL PARTNERS	MARQUE	3440392	12/07/2006	2006-50
CHUMS, INC.	MARQUE	1390354	21/01/1987	2008-03
COGNAC FERRAND	MARQUE	3422736	11/04/2006	2006-37
COLISEE PATRIMOINE GROUP	MARQUE	3454983	09/10/2006	2007-13
CORPORATION HABANOS	MARQUE	96638810	16/08/1996	2007-32
CREATIONS FUSALP	MARQUE	1380777	21/11/1986	2007-33
DALKIA FRANCE	MARQUE	1366827	05/08/1986	2007-16
DALKIA FRANCE	MARQUE	3447436	25/08/2006	2007-05
DHL INTERNATIONAL GMBH	MARQUE	1377244	30/10/1986	2007-31
DODO	MARQUE	3455543	10/10/2006	2007-11
DOREL FRANCE	MARQUE	96642883	24/09/1996	2007-33
E.R. SQUIBB & SONS, L.L.C.	MARQUE	1370003	10/09/1986	2007-33
EDGEWELL PERSONAL CARE BRANDS,LLC	MARQUE	1370001	10/09/1986	2007-15
ENERGY BEVERAGES LLC	MARQUE	3449939	13/09/2006	2007-07

ER SQUIBB AND SONS LLC	MARQUE	3458936	25/10/2006	2007-13
ESPRIT INTERNATIONAL	MARQUE	3446805	23/08/2006	2007-04
ETABLISSEMENTS MICHAUD ET CHAILLY	MARQUE	96647770	22/10/1996	2007-35
FEDERAL EXPRESS CORPORATION	MARQUE	1367093	08/08/1986	2007-32
FEDERAL EXPRESS CORPORATION	MARQUE	1367094	08/08/1986	2007-35
FILA LUXEMBOURG	MARQUE	1381849	13/10/1986	2007-32
FORSK	MARQUE	96642753	20/09/1996	2007-33
FRALIB SOURCING UNIT	MARQUE	1383512	09/12/1986	2007-40
FRANCK PROVOST COIFFURE	MARQUE	3441639	20/07/2006	2006-51
FRANCK PROVOST COIFFURE	MARQUE	3441638	20/07/2006	2006-51
FRANCK PROVOST COIFFURE	MARQUE	3441641	20/07/2006	2006-51
G.P.A.	MARQUE	96654519	09/12/1996	2007-35
GAIPARE	MARQUE	3470034	18/12/2006	2007-21
GAIPARE	MARQUE	96655646	16/12/1996	2007-44
GE HEALTHCARE BIO SCIENCES AB	MARQUE	96647161	22/10/1996	2007-45
GE HEALTHCARE BIO-SCIENCES AB	MARQUE	3463253	16/11/2006	2007-16
GE HEALTHCARE BIO-SCIENCES AB	MARQUE	1378445	07/11/1986	2007-39
GFR CHATEAU MENTONE	MARQUE	3448620	05/09/2006	2007-06
GREENFLEX	MARQUE	3420288	31/03/2006	2006-35
GREENFLEX	MARQUE	3453289	28/09/2006	2007-25
GROUPE BIGARD	MARQUE	96616439	19/03/1996	2007-03
GROUPE PIERRE HENRY	MARQUE	96633749	10/07/1996	2007-13
GROUPE PREMIERE MOISSON INC.	MARQUE	96630613	19/06/1996	2007-25
GROUPEMENT DES LABORATOIRES FRANCAIS/SORAS	MARQUE	3449943	12/09/2006	2007-07
GUILLO DENIS JEAN MARIE	MARQUE	3452639	26/09/2006	2007-09
GUILLO DENIS JEAN MARIE	MARQUE	3451786	21/09/2006	2007-14
HBI PLAYTEX BATH, LLC	MARQUE	1377457	31/10/1986	2008-06
HOLDING SOFAXIS	MARQUE	96653906	29/11/1996	2007-46
HOLDING SOFAXIS	MARQUE	96653908	29/11/1996	2007-46
HOLDING SOPREMA	MARQUE	3453577	29/09/2006	2007-09
HOTEL CHEF	MARQUE	3420340	31/03/2006	2006-35
HUDSON PRODUCTS CORPORATION	MARQUE	1368219	20/08/1986	2007-21
ICP-TEXINFINE	MARQUE	3432413	02/06/2006	2006-44
INLAS HOLDING S.A.R.L	MARQUE	96647141	22/10/1996	2007-42
J.V.P.	MARQUE	3456158	12/10/2006	2007-11
JPMORGAN CHASE & CO	MARQUE	1363351	03/04/1986	2007-09
JPMORGAN CHASE & CO	MARQUE	1362557	03/04/1986	2007-09
KONÉ MALAMINE	MARQUE	3409923	14/02/2006	2006-30
KONÉ MALAMINE	MARQUE	3409921	14/02/2006	2006-30
LA CURE GOURMANDE DEVELOPPEMENT	MARQUE	96642272	17/09/1996	2007-37
LABORATOIRE HOLISTICA INTERNATIONAL	MARQUE	1399919	10/10/1986	2007-32
LABORATOIRE PHYTO-ACTIF	MARQUE	3404216	19/01/2006	2006-26
LABORATOIRE PHYTO-ACTIF	MARQUE	3436866	23/06/2006	2006-47
LABORATOIRE PHYTO-ACTIF	MARQUE	3437368	27/06/2006	2006-48
M. IDRASSI MOUNIR	MARQUE	3422310	10/04/2006	2006-37
MEDIAMETRIE	MARQUE	3461484	08/11/2006	2007-15
MEDIAMETRIE	MARQUE	3462140	10/11/2006	2007-15
MEDIAMETRIE	MARQUE	96632838	04/07/1996	2007-21
MEDIAMETRIE	MARQUE	96641933	17/09/1996	2007-24
MEDIAMETRIE	MARQUE	3445774	11/08/2006	2007-02
MEDIAMETRIE	MARQUE	96648768	30/10/1996	2007-24
MEDIAMETRIE	MARQUE	96641934	17/09/1996	2007-24
MINERALS TECHNOLOGIES INC.	MARQUE	96642330	19/09/1996	2007-26
MORA	MARQUE	1342341	12/02/1986	2007-07
NACHI-FUJIKOSHI CORP.	MARQUE	1371122	19/09/1986	2007-17
NAOS	MARQUE	1371960	25/09/1986	2007-21
NIN JIOM MEDICINE MANUFACTORY (HK) LTD	MARQUE	96640841	04/09/1996	2007-25
NIN JIOM MEDICINE MANUFACTORY (HK) LTD	MARQUE	96640842	04/09/1996	2007-25
NRJ GROUP	MARQUE	95587381	08/09/1995	2006-06

NRJ GROUP	MARQUE	96607486	25/01/1996	2006-29
NRJ GROUP	MARQUE	96607487	25/01/1996	2006-38
OPTIMALOG	MARQUE	3440814	13/07/2006	2007-29
ORACLE AMERICA, INC	MARQUE	96644793	07/10/1996	2007-33
OUTRIGGER HOTELS HAWAII	MARQUE	3714580	19/02/2010	2010-29
OUTRIGGER HOTELS HAWAII	MARQUE	3713693	17/02/2010	2010-50
OUTRIGGER HOTELS HAWAII LTD.	MARQUE	96641407	12/09/1996	2007-35
OUTRIGGER HOTELS HAWAII LTD.	MARQUE	96641409	12/09/1996	2007-35
POMMERY	MARQUE	3443912	01/08/2006	2007-01
POMMERY	MARQUE	3095550	13/04/2001	2007-28
PRESTO PLUS	DESSIN ET MODELE	20113336	01/07/2011	2011-26
PREVOIR VIE GROUPE PREVOIR	MARQUE	96656767	23/12/1996	2008-11
QUICK RESTAURANTS EN ABRÉGÉ QUICK	MARQUE	3131021	04/10/1996	2007-40
QUICK RESTAURANTS EN ABRÉGÉ QUICK	MARQUE	96653615	28/11/1996	2007-45
QUICK RESTAURANTS EN ABRÉGÉ QUICK	MARQUE	96653617	28/11/1996	2007-45
REGIE NETWORKS	MARQUE	3405575	25/01/2006	2006-26
ROTTAPHARM S.P.A.	MARQUE	96642340	19/09/1996	2007-35
SAINT GOBAIN ADFORS	MARQUE	3467328	05/12/2006	2007-19
SAINT-GOBAIN ADFORS	MARQUE	3467325	05/12/2006	2007-19
SAINT-GOBAIN ADFORS	MARQUE	3467326	05/12/2006	2007-19
SAINT-GOBAIN GLASS FRANCE	MARQUE	1381744	27/11/1986	2007-38
SAINT-GOBAIN GLASS FRANCE	MARQUE	96641848	17/09/1996	2007-35
SAINT-GOBAIN SULLY	MARQUE	96642475	20/09/1996	2007-35
SAKURA GLOBAL HOLDING KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	1372141	26/09/1986	2007-28
SANOFI	MARQUE	96637018	01/08/1996	2007-28
SANOFI	MARQUE	96637019	01/08/1996	2007-29
SANOFI	MARQUE	96637016	01/08/1996	2007-28
SANOFI	MARQUE	1371657	23/09/1986	2007-35
SANOFI	MARQUE	96642791	20/09/1996	2007-36
SANOFI	MARQUE	3428003	11/05/2006	2006-48
SANOFI	MARQUE	96637017	01/08/1996	2007-28
SANOFI	MARQUE	1362724	08/07/1986	2007-29
SCHLEGEL LIEBERT ARLETTE	DESSIN ET MODELE	063804	22/08/2006	2006-20
SCHNEIDER ELECTRIC IT CORPORATION	MARQUE	96643092	25/09/1996	2007-37
SHERATON INTERNATIONAL IP LLC	MARQUE	3430454	23/05/2006	2006-43
SIMPSON STRONG-TIE GMBH	MARQUE	1355167	16/05/1986	2007-41
SOCIETE DES PRODUITS NESTLE	MARQUE	1358314	09/06/1986	2007-09
SOCIETE OUEST ELEVEGE	MARQUE	1370866	17/09/1986	2007-29
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	4007418	27/05/2013	2016-11
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	4076016	29/10/2004	2016-14
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	3523476	10/09/2007	2008-07
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	99812883	31/10/1996	2007-35
TILDA LIMITED	MARQUE	1408598	14/11/1986	2007-39
TRACETEL	MARQUE	3462521	10/11/2006	2007-16
UNILEVER N.V.	MARQUE	1385822	23/12/1986	2007-44
VERRERIE DE SAINT-JUST	MARQUE	96641042	10/09/1996	2007-35
VIOLA JOSEPH	MARQUE	3456157	12/10/2006	2007-37
VIRBAC	MARQUE	3470238	18/12/2006	2007-21
VIRBAC	MARQUE	3458687	25/10/2006	2007-13
VIRBAC	MARQUE	3458683	25/10/2006	2007-13
VIRBAC FRANCE	MARQUE	1413606	15/10/1986	2007-43
VIRBAC FRANCE	MARQUE	1369859	09/09/1986	2007-40
VIRBAC FRANCE	MARQUE	1413607	15/10/1986	2007-44
VIRBAC FRANCE	MARQUE	1369849	09/09/1986	2007-40
VIRBAC FRANCE	MARQUE	1369881	09/09/1986	2007-40
VOLVO LASTVAGNAR AB	DESSIN ET MODELE	063991	04/09/2006	2011-15
VOLVO LASTVAGNAR AB	DESSIN ET MODELE	065503	04/09/2006	2011-15
VOLVO LASTVAGNAR AB	DESSIN ET MODELE	063990	04/09/2006	2011-15
WD-40 COMPANY	MARQUE	1385718	22/12/1986	2007-45
WD-40 MANUFACTURING COMPANY	MARQUE	1387743	05/01/1987	2008-28
WONG DAVID CHUN KIT	BREVET	FR3000641	30/08/2013	2016-26
WORLD WRESTLING ENTERTAINMENT, INC.	MARQUE	96648008	25/10/1996	2007-26
WORLD WRESTLING ENTERTAINMENT, INC.	MARQUE	96641627	13/09/1996	2007-19

**ARRETE n° 8234 MEI/DAE du 21 septembre 2016  
portant extension d'un brevet français.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-01 du 8 janvier 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3023374 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension du brevet n° FR3023374 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-32 du 12 août 2016 ayant publié la délivrance du brevet objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er. — Le titre de propriété industrielle enregistré par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publié dans le BOPI et le JOPF susvisés, et listé dans l'annexe au présent arrêté est étendu en Polynésie française, où il produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN BREVET FRANCAIS**

Número de la demande	Número d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Titulaire	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3023374	FR1456438	4-juil.-14	SOL SOLUTION	CABINET LAVOIX LYON	BOPI 2016-01 du 08/01/2016	JOPF n°7 NS du 11/02/2016p423

**ARRETE n° 8261 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension d'un dépôt portant sur l'enregistrement d'un dessin et modèle français.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle";

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension);

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2016-16 du 12 août 2016 ayant publié le dépôt n° 20163281 comportant 1 modèle,

Arrête :

Article 1er. — Le titre de propriété industrielle enregistré par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publié dans le BOPI susvisé, et listé en annexe au présent arrêté est étendu en Polynésie française, où il produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

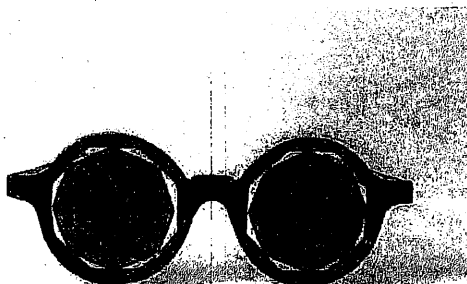
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 1 DESSIN ET MODELE DELIVRE PAR L'INPI**

**BOPI n°2016-16 du 12 août 2016**

**Articles de photographie, de cinématographie ou  
d'optique.  
(Classe 16)**

Classement 16-06  
No(s) de publication 984 761  
No(s) d'enregistrement ou national : 2016 3281  
Dépôt du 22 juin 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE  
Nombre total de dessins ou modèles : 1  
Nombre total de reproductions : 1  
Déposant(s) : MUTLU Kelvin, 149 cours Balguerie Stuttenberg,  
33000 BORDEAUX  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
MUTLU Kelvin, 149 cours Balguerie Stuttenberg, 33000  
BORDEAUX  
Demande d'extension : Polynésie Française  
Modèle(s) publié(s)  
Nature du (des) objet(s) : Lunette  
D.M. no 1 : 1 repr.  
Date de publication : 12 août 2016  
Description :  
Repr. 1-1 : Verre octogonal dans une monture octogonale avec  
des espaces vides au niveau des coins.



**ARRETE n° 8262 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension de 10 dépôts portant sur l'enregistrement de 24 dessins et modèles français.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2016-17 du 26 août 2016 ayant publié les dépôts n° 20162299 comportant 2 modèles, n° 20160339 comportant 5 modèles, n° 20160419 comportant 2 modèles, n° 20161103 comportant 4 modèles, n° 20162414 comportant 1 modèle, n° 20156247 comportant 5 modèles, n° 20163409 comportant 2 modèles, n° 20162919 comportant 1 modèle, n° 20162035 comportant 1 modèle et n° 20162441 comportant 1 modèle,

**Arrête :**

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listé en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

## ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 24 DESSINS ET MODELES DELIVRES PAR L'INPI

BOPI n°2016-17 du 26 août 2016

Articles d'habillement et mercerie.  
(Classe 02)

Classement 02-02

No(s) de publication 985 010 à 985 015

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 2299

Dépôt du 27 avril 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 6

Déposant(s) : ZONCA Dimitri, 10 rue Victor Mc Auliffe,  
97400 SAINT DENISMandataire ou destinataire de la correspondance :  
ZONCA Dimitri, 10 rue Victor Mc Auliffe, 97400 SAINT  
DENIS

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : T-shirt

D.M. no 1 et 2 : 3 repr.

Date de publication : 26 août 2016

Description :

Repr. 1-1 : T Shirt Côté France Bleu

Repr. 1-2 : T Shirt Côté France Bleu

Repr. 1-3 : T Shirt Côté France Bleu

Repr. 2-1 : T Shirt côté France Blanc ou à niveau de gris

Repr. 2-2 : T Shirt côté France Blanc ou à niveau de gris

Repr. 2-3 : T Shirt côté France Blanc ou à niveau de gris



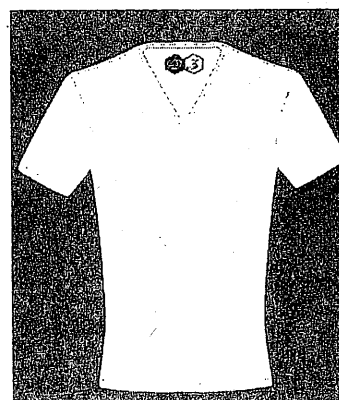
1-1 Reproduction déposée en couleur 985 010



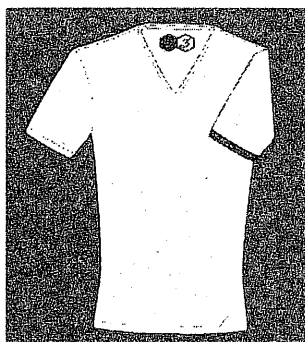
1-2 Reproduction déposée en couleur 985 011



1-3 Reproduction déposée en couleur 985 012

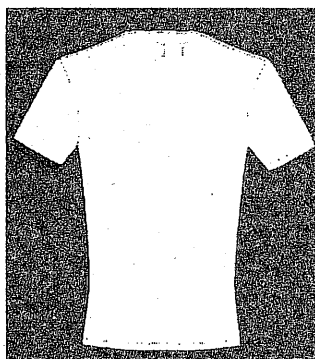


2-1 985 013



2-2

985 014



2-3

985 015

**Articles de voyage, étuis, parasols et objets personnels, non compris dans d'autres classes.  
(Classe 03)**

**Classement 03-01**

No(s) de publication 985 066 à 985 096

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 0339

Dépôt du 21 janvier 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 5

Nombre total de reproductions : 31

Dépôt effectué sous forme simplifiée.

Déposant(s) : LANCEL INTERNATIONAL SA, Société de droit suisse, Route des Biches 10 - 1752 VILLARS-SURGLANE, SUISSE

Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, M. DOUCERAIN Axel, Le Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LAREINE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Renonciation totale à l'ajournement de la publication

Nature du (des) objet(s) : Sac Nine S, Sac Nine Rabat L, Sac Max, Sac Ella L, Sac Charlie

D.M. no 1, 3 et 4 : 7 repr.

D.M. no 6 : 8 repr.

D.M. no 7 : 7 repr.

Date de publication : 26 août 2016

Description :

Repr. 1-1 : Avant

Repr. 1-2 : Dessous

Repr. 1-3 : Dessus

Repr. 1-4 : Dos

Repr. 1-5 : Droite

Repr. 1-6 : Gauche

Repr. 1-7 : Perspective

Repr. 3-1 : Avant

Repr. 3-2 : Dessous

Repr. 3-3 : Dessus

Repr. 3-4 : Dos

Repr. 3-5 : Droite

Repr. 3-6 : Gauche

Repr. 3-7 : Perspective

Repr. 4-1 : Avant

Repr. 4-2 : Dessous

Repr. 4-3 : Dessus

Repr. 4-4 : Dos

Repr. 4-5 : Droite

Repr. 4-6 : Gauche

Repr. 4-7 : Perspective

Repr. 6-1 : Avant

Repr. 6-2 : Dessous

Repr. 6-3 : Dessus

Repr. 6-4 : Dos

Repr. 6-5 : Droite

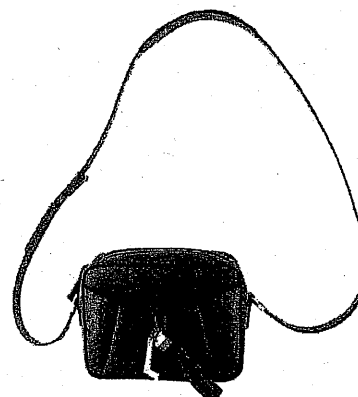
Repr. 6-6 : Gauche

Repr. 6-7 : Perspective 1

Repr. 6-8 : Perspective 2

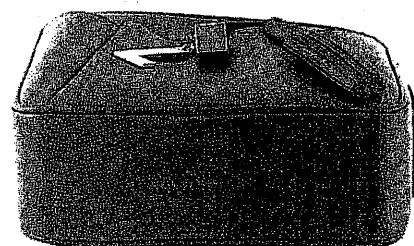
Repr. 7-1 : Avant

Repr. 7-5 : Droite



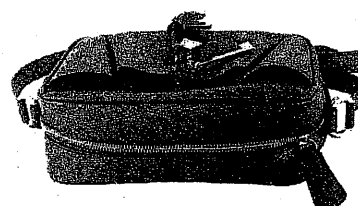
1-1

985 066



1-2

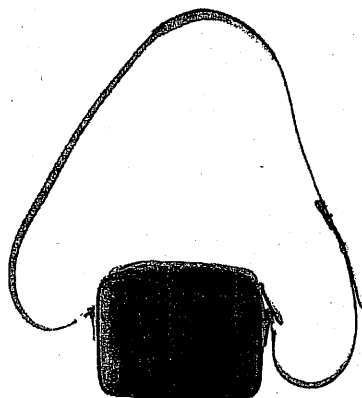
985 067



1-3

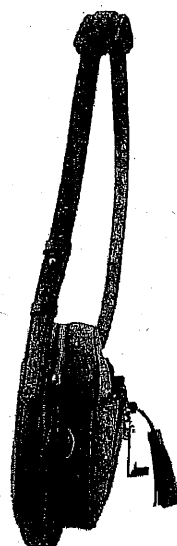
985 068

1-4



985 069

1-5



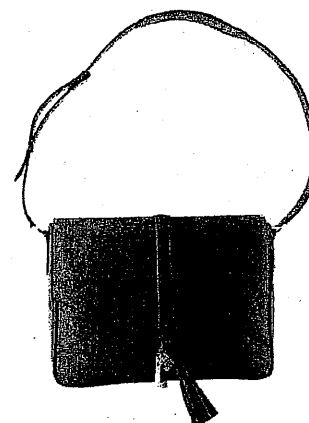
985 070

1-6



985 071

1-7



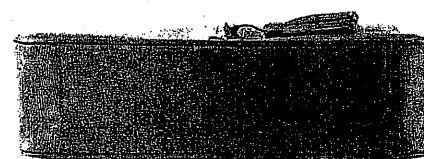
985 072

3-1



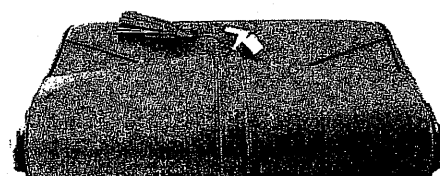
985 073

3-2



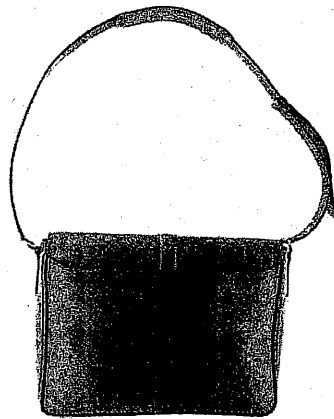
985 074

3-3



985 075

3-4



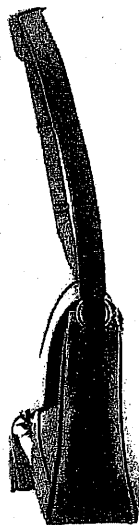
985 076

3-5



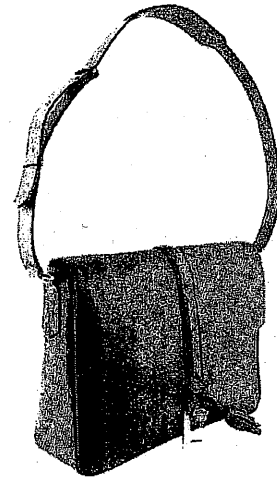
985 077

3-6



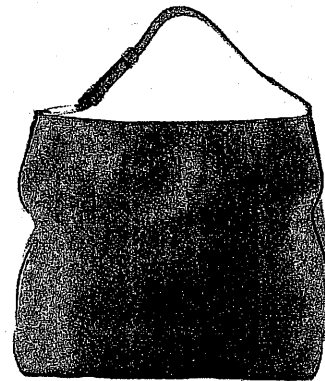
985 078

3-7



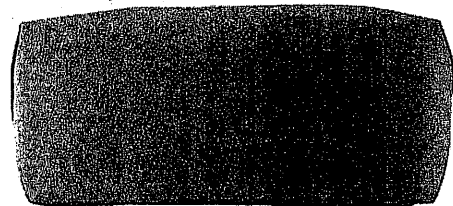
985 079

4-1



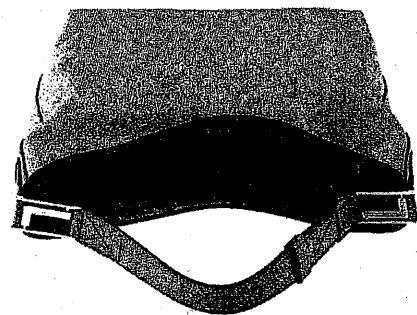
985 080

4-2



985 081

4-3

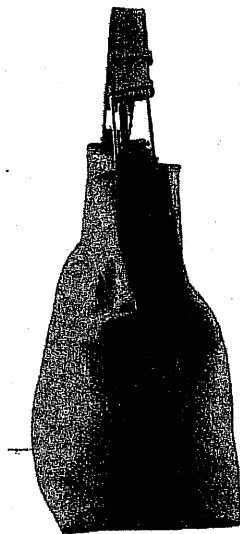


985 082



4-4

985 083



4-5

985 084



4-6

985 085



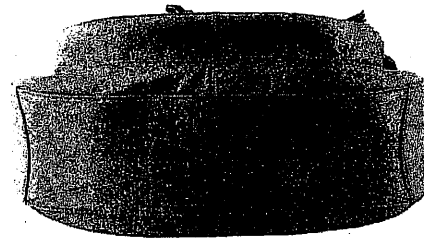
4-7

985 086



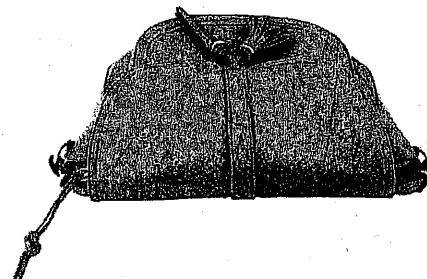
6-1

985 087



6-2

985 088



6-3

985 089



6-4

985 090



6-5

985 091



6-6

985 092



6-7

985 093



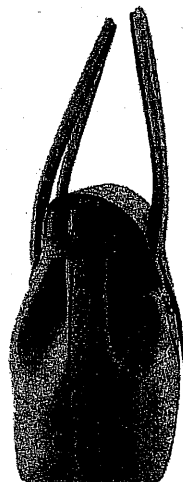
6-8

985 094



7-1

985 095



7-5

985 096

**Classement 03-01**

No(s) de publication 985 097 à 985 110

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 0419

Dépôt du 26 janvier 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 14

Dépôt effectué sous forme simplifiée.

Déposant(s) : LANCEL INTERNATIONAL SA, Société de droit suisse, Route des Biches 10 - 1752 VILLARS-SURGLANE, SUISSE

Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, M. DOUCERAIN Axel, Le Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LAREINE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Renonciation totale à l'ajournement de la publication

Nature du (des) objet(s) : Sac

D.M. no 2 et 3 : 7 repr.

Date de publication : 26 août 2016

**Description :**

Repr. 2-1 : Dessous

Repr. 2-2 : Dessus

Repr. 2-3 : Dos

Repr. 2-4 : Droite

Repr. 2-5 : Face

Repr. 2-6 : Gauche

Repr. 2-7 : Perspective

Repr. 3-1 : Dessous

Repr. 3-2 : Dessus

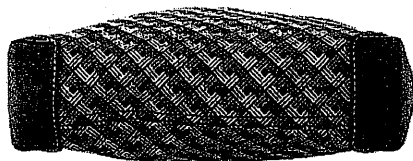
Repr. 3-3 : Dos

Repr. 3-4 : Droite

Repr. 3-5 : Face

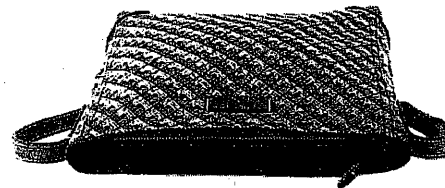
Repr. 3-6 : Gauche

Repr. 3-7 : Perspective



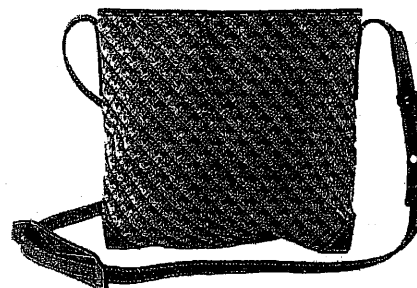
2-1

985 097



2-2

985 098



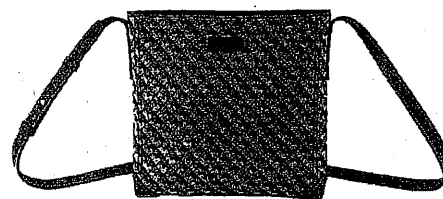
2-3

985 099



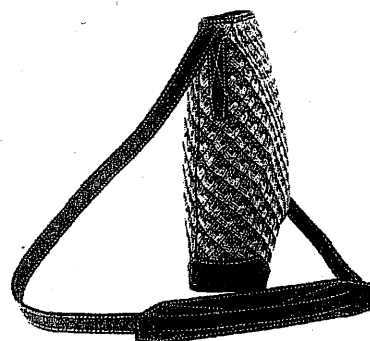
2-4

985 100



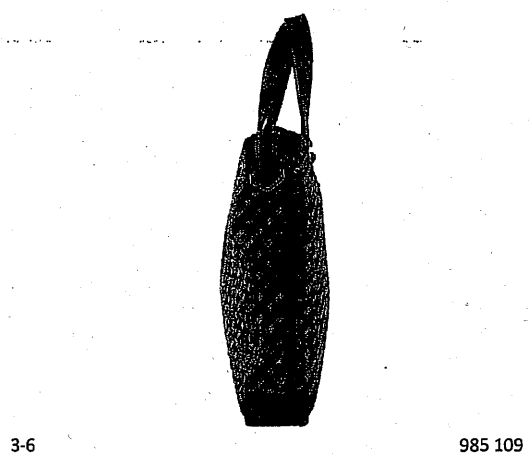
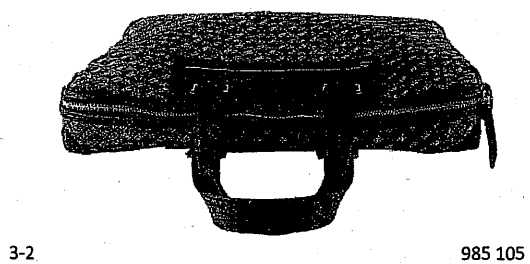
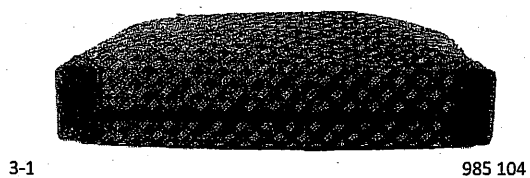
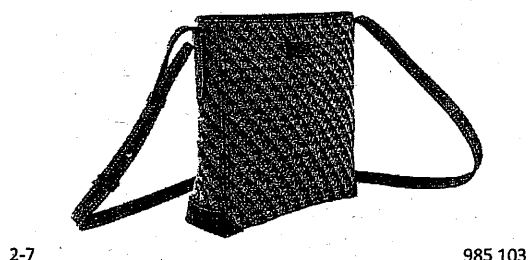
2-5

985 101



2-6

985 102





3-7

985 110

## Classement 03-01

No(s) de publication 985 111 à 985 133

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 1103

Dépôt du 29 février 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 4

Nombre total de reproductions : 23

Dépôt effectué sous forme simplifiée.

Déposant(s) : LANCEL INTERNATIONAL SA, Société de droit suisse, Route des Biches 10, 1752 VILLARS-SURGLANE, SUISSE

Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, M. DOUCERAIN Axel, Le Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LAREINE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Renonciation totale à l'ajournement de la publication

Nature du (des) objet(s) : Sac à dos ☐ Sac

D.M. no 1 à 3 : 7 repr.

D.M. no 4 : 10 repr.

Date de publication : 26 août 2016

## Description :

Repr. 1-1 : Dessous

Repr. 1-2 : Dessus

Repr. 1-3 : Dos

Repr. 1-4 : Droite

Repr. 1-5 : Face

Repr. 1-6 : Gauche

Repr. 1-7 : Perspective

Repr. 2-2 : Dessus

Repr. 2-5 : Face

Repr. 2-7 : Perspective

Repr. 3-2 : Dessus

Repr. 3-5 : Face

Repr. 3-7 : Perspective

Repr. 4-1 : Dessous

Repr. 4-2 : Dessus

Repr. 4-3 : Détail

Repr. 4-4 : Détail 2

Repr. 4-5 : Détail 3

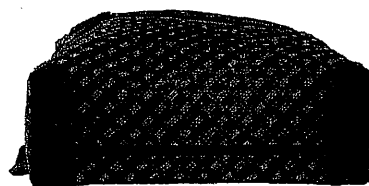
Repr. 4-6 : Dos

Repr. 4-7 : Droite

Repr. 4-8 : Face

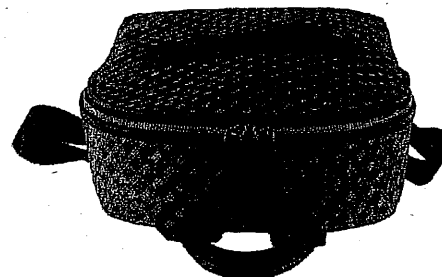
Repr. 4-9 : Gauche

## Repr. 4-10 : Perspective



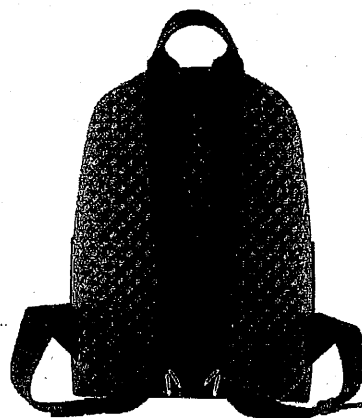
1-1

985 111



1-2

985 112



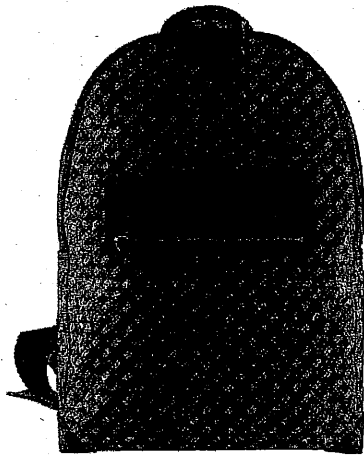
1-3

985 113



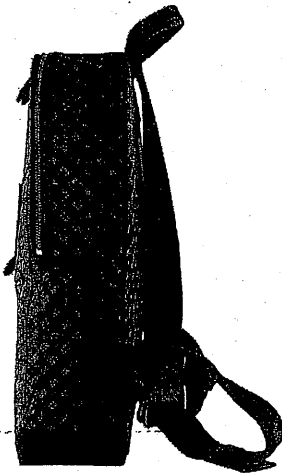
1-4

985 114



1-5

985 115



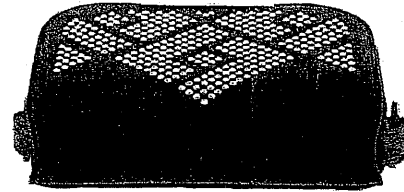
1-6

985 116



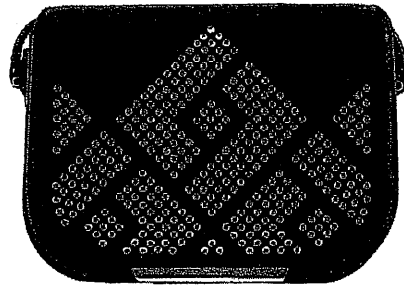
1-7

985 117



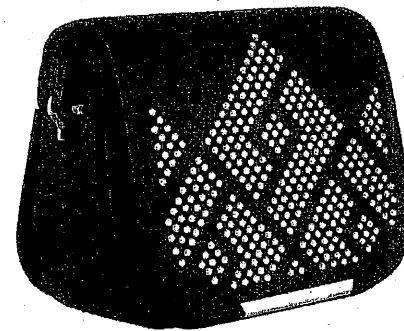
2-2

985 118



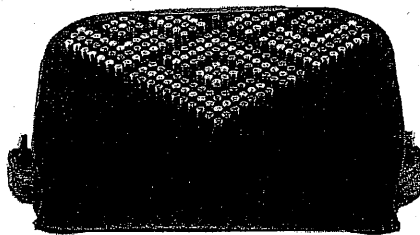
2-5

985 119



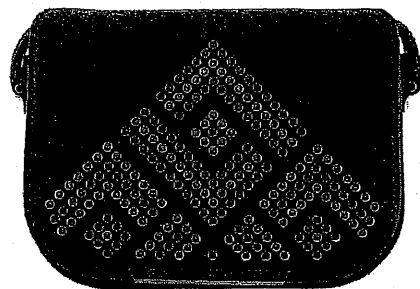
2-7

985 120



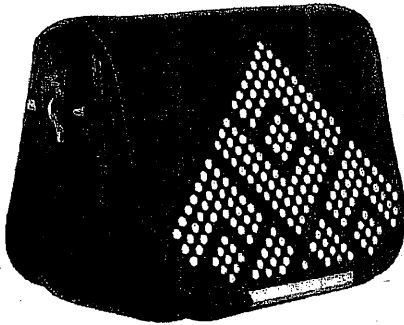
3-2

985 121



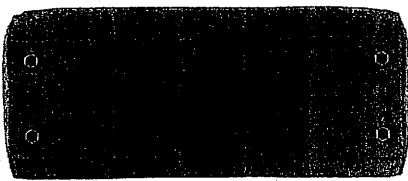
3-5

985 122



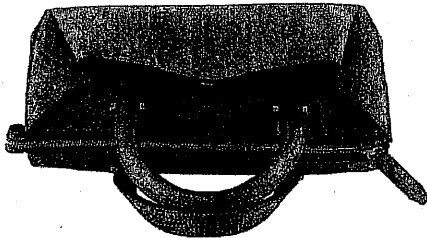
3-7

985 123



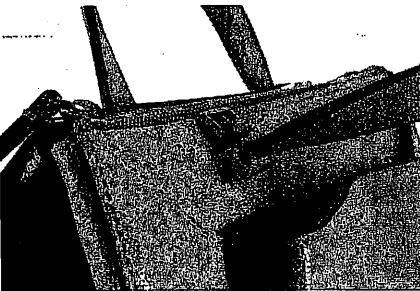
4-1

985 124



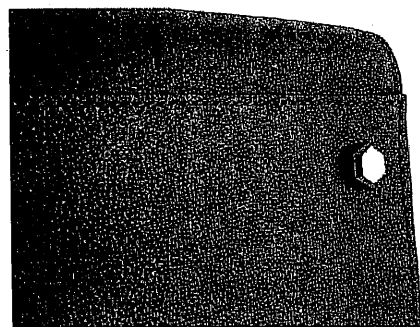
4-2

985 125



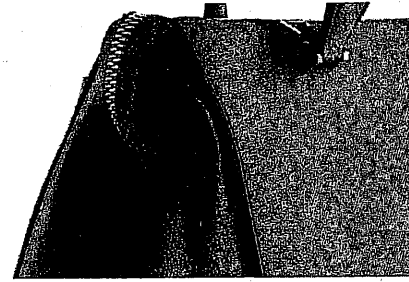
4-3

985 126



4-4

985 127



4-5

985 128



4-6

985 129



4-7

985 130



4-8

985 131



4-9

985 132



4-10

985 133

### Articles de ménage non compris dans d'autres classes.

(Classe 07)

Classement 07-04

No(s) de publication 985 322 à 985 325

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 2414

Dépôt du 4 mai 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 4

Déposant(s) : BARILLET Nelly, Route de l'Ospedale, lieudit Arutoli, 20137 PORTO VECCHIO

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GPI & Associés, M. GRÜNIG Hervé, Europarc de Pichaury, bât. 2 - 1<sup>er</sup> étage, 1330 rue Guillaibert de la Lauzière, 13856 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Coupe aliments (non électrique)

D.M. no 1 : 4 repr.

Date de publication : 26 août 2016

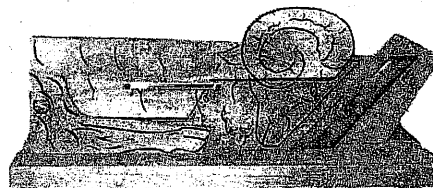
Description :

Repr. 1-1 : Vue 1

Repr. 1-2 : Vue 2

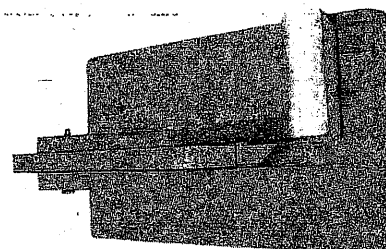
Repr. 1-3 : Vue 3

Repr. 1-4 : Vue 4



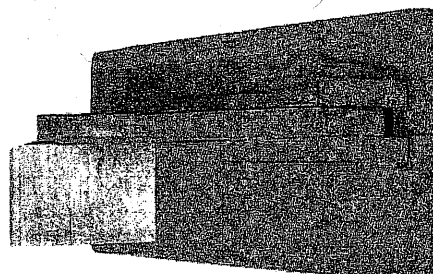
1-1

Reproduction déposée en couleur 985 322



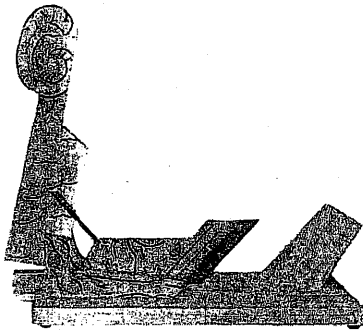
1-2

Reproduction déposée en couleur 985 323



1-3

Reproduction déposée en couleur 985 324



1-4 Reproduction déposée en couleur 985 325

**Objets d'ornement.  
(Classe 11)**

**Classement 11-01**

No(s) de publication 985 422 à 985 430

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 6247

Dépôt du 23 décembre 2015, à INPI FAX

Nombre total de dessins ou modèles : 5

Nombre total de reproductions : 9

Déposant(s) : COCHE-SARRAZIN Marie-Claude, Annie,  
Chantal, 38 rue de Condé, hameau de Chavenay, 51700  
DORMANS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
COCHE-SARRAZIN Marie-Claude, hameau de Chavenay,  
38 rue de Condé, 51700 DORMANS

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Collier ☐ Boucle d'oreille

D.M. no 1 : 1 repr.

D.M. no 2 à 5 : 2 repr.

Date de publication : 26 août 2016

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

**Description :**

Repr. 1-1 : Projet création collier

Repr. 2-1 : Projet création collier

Repr. 2-2 : Projet création collier

Repr. 3-1 : Projet création collier

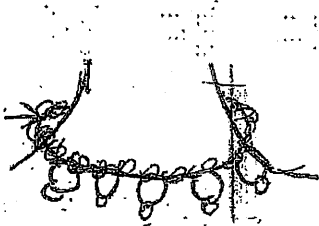
Repr. 3-2 : Projet création collier

Repr. 4-1 : Projet création collier

Repr. 4-2 : Collier ressort évolution 2-2

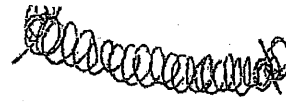
Repr. 5-1 : Projet création

Repr. 5-2 : Boucle d'oreille ressort double et note bijou rond verre



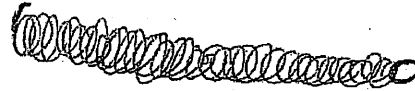
1-1

985 422



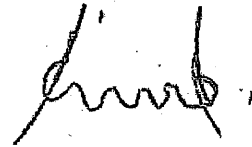
2-1

985 423



2-2

985 424



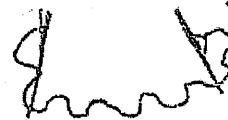
3-1

985 425



3-2

985 426



4-1

985 427



4-2

985 428



5-1

985 429



5-2

985 430

**Equipement de vente ou de publicité, signes  
indicateurs.  
(Classe 20)**

Classement 20-02

No(s) de publication 985 603 à 985 616

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 3409

Dépôt du 29 juin 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 14

Déposant(s) : DOREGRILL, SAS, Parc d'Activité du Moulin,  
44880 SAUTRON, No SIREN : 302070594

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
IPSILO BREMA-LOYER, M.DOUCERAIN AXEL, Le Centralis,  
63 avenues du Général Leclerc, 92340 BOURG LA REINE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Présentoir

D.M. no 1 et 2 : 7 repr.

Date de publication : 26 août 2016

Description :

Repr. 1-1 : Perspective

Repr. 1-2 : Vue de derrière

Repr. 1-3 : Vue de dessous

Repr. 1-4 : Vue de dessus

Repr. 1-5 : Vue de droite

Repr. 1-6 : Vue de face

Repr. 1-7 : Vue de gauche

Repr. 2-1 : Perspective

Repr. 2-2 : Vue de derrière

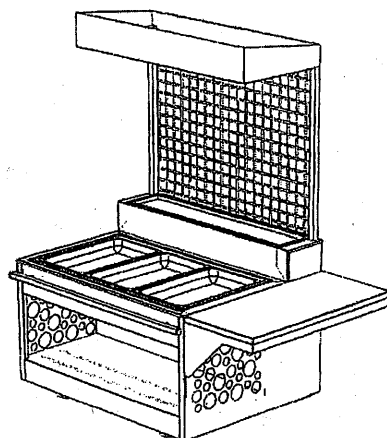
Repr. 2-3 : Vue de dessous

Repr. 2-4 : Vue de dessus

Repr. 2-5 : Vue de droite

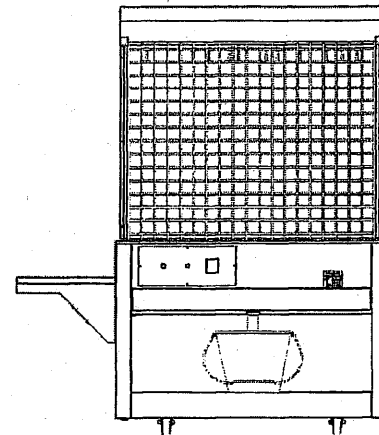
Repr. 2-6 : Vue de face

Repr. 2-7 : Vue de gauche



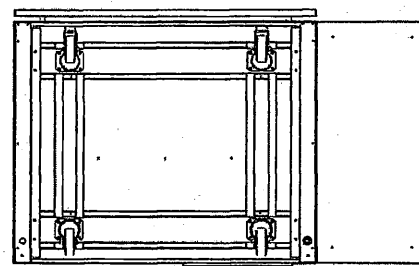
1-1

985 603



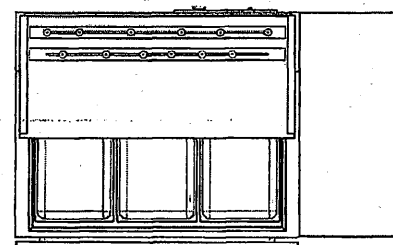
1-2

985 604



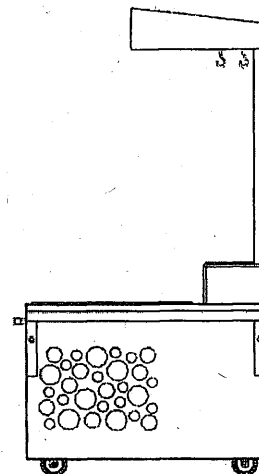
1-3

985 605



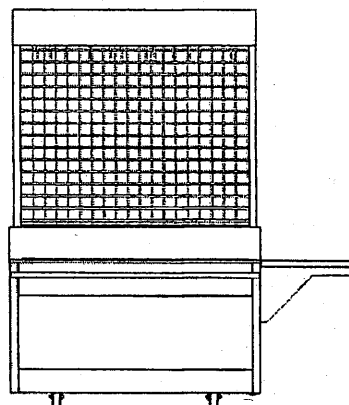
1-4

985 606



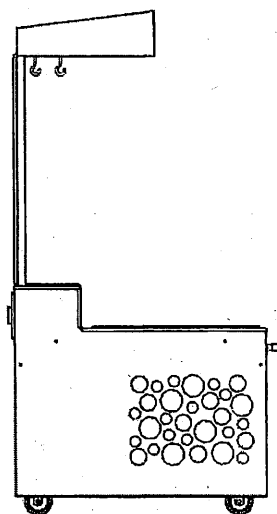
1-5

985 607



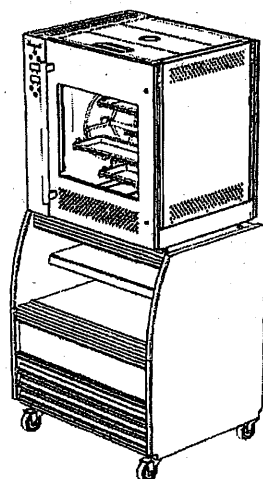
1-6

985 608



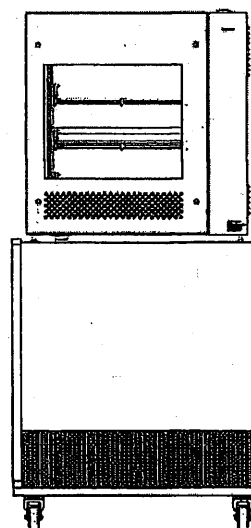
1-7

985 609



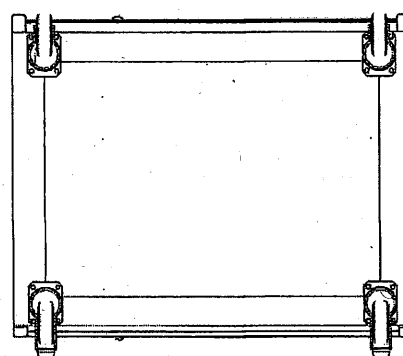
2-1

985 610



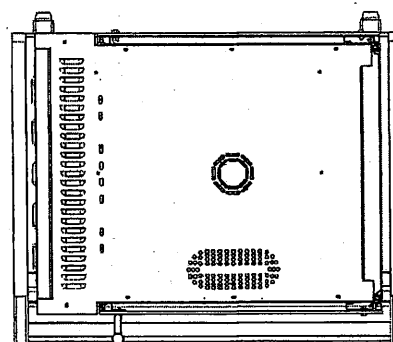
2-2

985 611



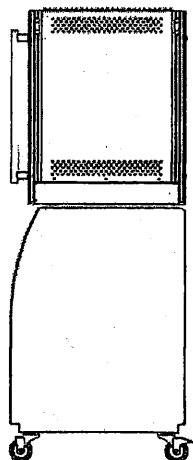
2-3

985 612



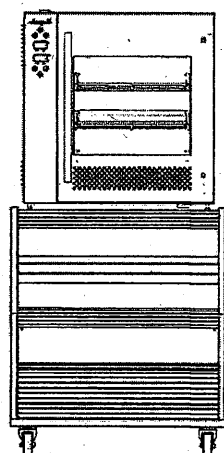
2-4

985 613



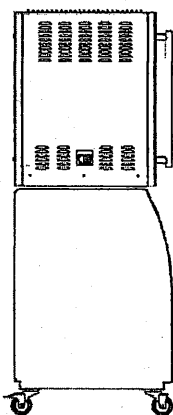
2-5

985 614



2-6

985 615



2-7

985 616

**Tabacs et articles pour fumeurs  
(Classe 27).**

Classement 27-02

No(s) de publication 985 791 à 985 793

No(s) d'enregistrement ou national : 2016 2919

Dépôt du 3 juin 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : LECOMTE Jason, 53 avenue de Rosny,  
93360 NEUILLY-PLAISANCE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LECOMTE Jason, 53 avenue de Rosny, 93360 NEUILLYPLAISANCE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Narguilé

D.M. no 1 : 3 repr.

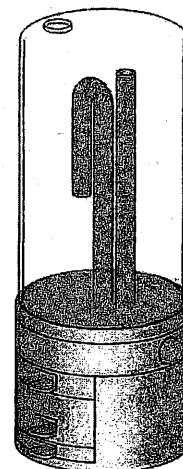
Date de publication : 26 août 2016

Description :

Repr. 1-1 : Vue en perspective.

Repr. 1-2 : Les différentes parties de haut en bas sont : Une soupape circulaire, un cylindre en verre serti sur un support composé de deux tuyaux et de deux fentes de fixation, une base composée de 3 racks communicants pouvant contenir 1 tiroir par rack relié au trou central de la partie supérieure de la base et d'un trou latéral relié au deuxième trou sur la partie supérieure de la base, un tiroir supérieur en métal composé d'une partie en silicone trouée, un tiroir central troué, un tiroir inférieur.

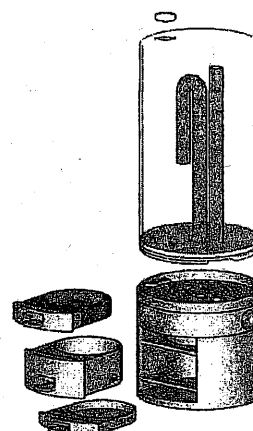
Repr. 1-3 : Vue de profil de la vue explosée



1-1

Reproduction déposée en couleur

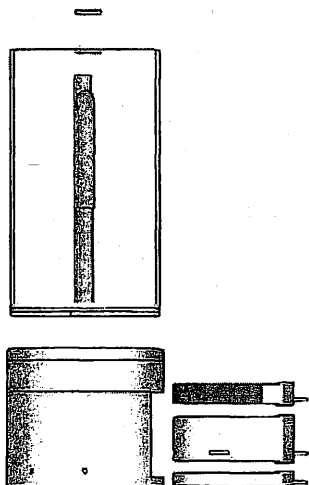
985 791



1-2

Reproduction déposée en couleur

985 792



1-3 Reproduction déposée en couleur 985 793

**Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs pour surfaces, ornementation.**  
(Classe 32)

Classement 32-00  
No(s) de publication 985 901  
No(s) d'enregistrement ou national : 2016 2035  
Dépôt du 14 avril 2016, à INPI ILE DE FRANCE  
Nombre total de dessins ou modèles : 1  
Nombre total de reproductions : 1  
Déposant(s) : BONADESI Julien, la Rapiette, Avenue Jean Jacques Rousseau, 83240 CAVALAIRE SUR MER  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BONADESI Julien, la Rapiette, Avenue Jean Jacques Rousseau, 83240 CAVALAIRE SUR MER  
Demande d'extension : Polynésie Française  
Modèle(s) publié(s)  
Nature du (des) objet(s) : Logo apposable sur tout support  
D.M. no 1 : 1 repr.  
Date de publication : 26 août 2016  
Description :  
Repr. 1-1 : Pegase Secure Our Sittizens



1-1 Reproduction déposée en couleur 985 901

Classement 32-00  
No(s) de publication 985 929  
No(s) d'enregistrement ou national : 2016 2441

Dépôt du 8 mai 2016, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : ZELLER Cécile, 11 rue Neuve Notre Dame, 78000 VERSAILLES

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ZELLER Cécile, 11 rue Neuve Notre Dame, 78000 VERSAILLES

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Logo

D.M. no 1 : 1 repr.

Date de publication : 26 août 2016

Description :

Repr. 1-1 : Dessin informatisé de deux mains l'une plus haut que l'autre, représentées ouvertes avec des motifs polynésiens les recouvrant et représentant la surface des mains



1-1

985 929

**ARRETE n° 8263 MEI/DAE du 21 septembre 2016 portant extension de 102 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-48 du 27 novembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4131631 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-50 du 11 décembre 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4227320 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-51 du 18 décembre 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4228664 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-05 du 5 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4240499 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-6 du 12 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4241905 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-7 du 19 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4244083 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-10 du 11 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4249920 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-11 du 18 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4251544 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-12 du 25 mars 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4253560 et n° 4253841 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-13 du 1er avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4254601, n° 4254637, n° 4254932, n° 4254936, n° 4255173, n° 4255260, n° 4255264, n° 4255323, n° 4255327, n° 4255329, n° 4255337, n° 4255349, n° 4255436 et n° 4256016 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4256835, n° 4258077 et n° 4258087 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-15 du 15 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4259373 et n° 4259425 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-16 du 22 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4261254, n° 4261255 et n° 4261481 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-17 du 29 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4261716, n° 4261824, n° 4281826, n° 4262799, n° 4262807, n° 4263030 et n° 4263083 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-19 du 13 mai 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 8 janvier 2015, page 2 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4131631 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016, page 326 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4227320 et n° 4228664 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 16 NS du 10 mars 2016, page 812 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4240499, n° 4241905 et n° 4244083 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 19 NS du 31 mars 2016, page 955 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4249920 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 23 NS du 21 avril 2016, page 996 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4251544 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1977 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4253560 et n° 4253841 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1996 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4254601, n° 4254637, n° 4254932, n° 4254936, n° 4255173, n° 4255260, n° 4255264, n° 4255323, n° 4255327, n° 4255329, n° 4255337, n° 4255349, n° 4255436 et n° 4256016 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 2019 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4256835, n° 4258077 et n° 4258087 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 2133 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4259373 et n° 4259425 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2133 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4261254, n° 4261255 et n° 4261481 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2147 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4261716, n° 4261824, n° 4261826, n° 4262799, n° 4262807, n° 4263030 et n° 4263083 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 37 NS du 23 juin 2016, page 2881 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-32 du 12 août 2016 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

#### Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 102 MARQUES FRANCAISES**  
**75 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées**

Numéro de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance :	Classes de produits et de services :	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOFF publication demande d'extension
4241905	20 janvier 2016	Weinkellerei Hechtsheim	LES GRANDS CHAIS DE France	33	BOPI 2016-06 du 12/02/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 16 NS du 10/03/2016 page 812
4255173	09 mars 2016	Alstom Transport Technologies	LYNDE & ASSOCIES	9, 37, 38, 39, 41, 42, 45.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255260	09 mars 2016	SOLOCAL GROUP	DS AVOCATS	9, 16, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255264	09 mars 2016	SFEREN INNOVATION	AB INITIO	35, 36, 41, 42, 45.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255323	09 mars 2016	DISTRIBORG GROUPE	NOVAGRAAF France	5, 29, 30, 32, 35.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255327	09 mars 2016	DISTRIBORG GROUPE	NOVAGRAAF France	5, 29, 30, 32, 35.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255329	09 mars 2016	DISTRIBORG GROUPE	NOVAGRAAF France	5, 29, 30, 32, 35.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255337	09 mars 2016	MONOPRIX	Regimbeau	8, 11, 16, 18, 20, 21, 25, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 43.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255349	09 mars 2016	LESAFFRE ET COMPAGNIE	CABINET LAVOIX	5	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4255436	09 mars 2016	G.H. MUMM & Cie	PERNOD RICARD - GIPH	33	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4258077	18 mars 2016	FNCCR - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies	AB INITIO	9, 16, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 45.	BOPI 2016-14 du 08/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 2019
4258087	18 mars 2016	FNCCR - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies	AB INITIO	9, 16, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 45.	BOPI 2016-14 du 08/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 2019
4261481	01 avril 2016	DAKOTA EDITIONS	CABINET PLASSERAUD	9, 16, 35, 36, 39, 41, 43.	BOPI 2016-16 du 22/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2133
4262799	07 avril 2016	PLEVEL INTERNATIONAL	CABINET Meyer & Partenaires	9, 15, 16.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4262807	07 avril 2016	TERRES DE CAFE	SANTARELLI	21, 25, 29, 30, 32, 33, 43.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4263083	07 avril 2016	LOISIRS COLORES	Mme. Sophie SMISSAERT	35, 38, 41.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4265540	18 avril 2016	The Quaker Oats Company	Hogan Lovells (Paris) LLP	30	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265548	18 avril 2016	LA FOURNEE DOREE	CABINET Meyer & Partenaires	30	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265554	18 avril 2016	LA FOURNEE DOREE	CABINET Meyer & Partenaires	30	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265555	18 avril 2016	LA FOURNEE DOREE	CABINET Meyer & Partenaires	30	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265647	18 avril 2016	Yves Briand Editeur	Yves Briand Editeur	9, 16, 28, 35, 38, 39, 41, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265687	18 avril 2016	M. Samuel MALINVERNI	M. Samuel MALINVERNI	16, 20, 28.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265692	18 avril 2016	CAPI	CABINET BREVESUD	35, 36, 37, 38, 41.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265762	18 avril 2016	COGEDIS	CABINET FLECHNER	9, 16, 35, 36, 41, 44, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265877	19 avril 2016	SOCIETE EUROPEENNE DES PRODUITS REFRACTAIRES	NOVAGRAAF France	19	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265954	19 avril 2016	AMALFI	ALAIN BENSOUSSAN SELAS	9, 35, 36, 38, 41, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265960	19 avril 2016	BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE	IPSIDE	9, 36.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265962	19 avril 2016	BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE	IPSIDE	9, 36.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265966	19 avril 2016	MEDEF	CABINET A.BAROIS	16, 35, 38, 41.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265992	19 avril 2016	Intrinsec Sécurité, S.A.S.	Intrinsec	9, 42, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266011	19 avril 2016	PUIG France	CABINET GERMAIN & MAUREAU	3	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266075	19 avril 2016	Mme Eve-Lyne SERINGES	Mme Eve-Lyne SERINGES	41, 42, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266077	19 avril 2016	Tropicana Products, Inc.	Hogan Lovells (Paris) LLP	29, 32.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266083	19 avril 2016	Tropicana Products, Inc.	Hogan Lovells (Paris) LLP	29, 32.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266099	19 avril 2016	M. Benoit JARDIN	CABINET OXYNOMIA	1, 5, 29, 30, 31, 32, 43.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266111	19 avril 2016	GROUPE LUCIEN BARRIERE	CASALONGA & ASSOCIES	16, 41, 43.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266127	19 avril 2016	ARTIMUS PARTICIPATIONS	REGIMBEAU	36	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266312	20 avril 2016	CLARINS	TMARK Conseils	44	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266340	20 avril 2016	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	5, 30.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266357	20 avril 2016	MATIS	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 44.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266394	20 avril 2016	M. Luc FARRE	UNSA FONCTION PUBLIQUE	35, 38, 41, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881

4266395	20 avril 2016	M. Luc FARRE	UNSA FONCTION PUBLIQUE	35, 38, 41, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266401	20 avril 2016	ECOLE SUPERIEURE DU COMMERCE EXTERIEUR - ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE SUPERIEUR PRIVE	REGIMBEAU	16, 41.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266430	20 avril 2016	SNCF Mobilités	CLAIRMONT Avocats AARPI	9, 16, 18, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266454	20 avril 2016	LIDL STIFTUNG & Co. KG	S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES	29	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266465	20 avril 2016	Mme. Manuela DIZIER CHANFREAU	Mme. Manuela DIZIER CHANFREAU	28, 35, 36, 38, 41, 42, 43, 44, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266483	20 avril 2016	BIOFARMA	BIOFARMA	5	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266571	21 avril 2016	ALLO CASSE AUTO	INSOLIDUM AVOCATS ASSOCIES	6, 7, 12, 35, 37, 38, 39.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266577	21 avril 2016	ALLO CASSE AUTO	INSOLIDUM AVOCATS ASSOCIES	6, 7, 12, 35, 37, 38, 39.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266618	21 avril 2016	MA BOUTIQUE O NATUREL	INLEX IP EXPERTISE	5	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266626	21 avril 2016	M. Mathieu BODA	ALAIN BENSOUSSAN SELAS	7, 9, 12, 35, 37, 38, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266658	21 avril 2016	ILIANE, SAS	ILIANE	36, 38, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266665	21 avril 2016	Agence nationale des fréquences	M. Gilles BREGANT	9, 25, 35, 38, 41, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266680	12 avril 2016	ARTHES	Mme Jenna TAILLIAR	3	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266718	21 avril 2016	ONE TO ONE PARIS, SARL	ONE TO ONE PARIS	3, 14, 18, 25.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266777	21 avril 2016	M. Benoit PORTIER	M. Benoit PORTIER	6, 11, 16, 18, 19, 20, 24, 27, 35, 38, 41, 42, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266843	21 avril 2016	M. Axel DAUCHEZ	CABINET A. BAROIS	35, 38, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266916	22 avril 2016	CHANEL	CHANEL	3	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266936	22 avril 2016	SOCIETE DE GESTION DE-MARQUES-PAR ABREVIATION SOGEMA	MARK & LAW	9	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4266960	22 avril 2016	PRODIBIO, SAS	MARK & LAW	7, 8, 11, 19, 20, 21, 26, 28, 31.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267007	22 avril 2016	Phoenix Beverages Limited	Bird & Bird	32, 33.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267018	22 avril 2016	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-France	CCI IDF	9, 16, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267030	22 avril 2016	CIRE INVEST	CABINET GERMAIN & MAUREAU	16, 38, 39, 43.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267034	22 avril 2016	DELICARTA S.P.A.	WITETIC	16	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267045	22 avril 2016	M. Jean-Michel FERRAGATTI	NOVAGRAAF FRANCE	16, 20, 41.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267055	22 avril 2016	BOEHRINGER INGELHEIM France	CABINET BEAU DE LOMENIE	5	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267069	22 avril 2016	TEMIME Hervé	CABINET DEGRET	41, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267070	22 avril 2016	TEMIME Hervé	CABINET DEGRET	41, 45.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267076	22 avril 2016	ALTAVIA	AB INITIO	9, 16, 35, 38, 39, 40, 41, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267093	22 avril 2016	ETI GIDA SANAYI VE TICARET ANONIM SIRKETI	AB INITIO	30	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267100	22 avril 2016	RAZ DISTRIBUTION	CABINET FLECHNER	36	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267104	22 avril 2016	RAZ DISTRIBUTION	CABINET FLECHNER	36	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267110	22 avril 2016	M. Kim KWANG-ROCK	Mandoobar, SARL	43	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267233	23 avril 2016	OXENA Conseil, SAS M. CHARLES-HENRI JOUHIER M. JACQUES LE FLOCH	OXENA CONSEIL	9, 11, 35, 37, 38, 39.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267237	23 avril 2016	OXENA Conseil, SAS M. CHARLES-HENRI JOUHIER M. JACQUES LE FLOCH	OXENA CONSEIL	9, 11, 35, 37, 38, 39.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-32 du 12/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION  
DES ENREGISTREMENTS DE 102 MARQUES FRANCAISES  
27 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**  
- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2  
- et au BOPI n°2014-48 du 27/11/2014 (vol.1)

**N° National : 14 4 131 631**  
**Dépôt du :** 05 novembre 2014  
**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE  
**Déclarant :** Mme BASSIRI DINA, 37 rue d'Antibes, 06400 CANNES, FRANCE  
**Mandataire de la Correspondance :** Mme BASSIRI DINA  
37 rue d'Antibes  
06400 CANNES  
FRANCE

My Justice

**Demande d'extension :** Polynésie française  
**Classes de produits ou services :** 35, 38, 41, 42, 45.  
**BOPI de Publication antérieur :** 2014-48

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**  
- au JOPF n°7 NS du 11/02/2016 – p 326  
- et au BOPI n°2015-50 du 11/12/2015 (vol.1)

**N° National : 15 4 227 320**  
**Dépôt du :** 19 novembre 2015  
**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE  
**Déclarant :** ASTAN, Société à responsabilité limitée à associé unique, DANS LES LOCAUX DE VOILÉ PERFORMANCE – FINISTÈRE COURSE AU LARGE PORT LA FORÊT, 29940 LA FORÊT FOUESNANT, FRANCE  
**N° SIREN :** 451 121 214  
**Mandataire de la Correspondance :** PARTENAIRES PI, M. Pantalacci  
Malaurie  
2 Rue du Général Delanne  
92200 NEUILLY SUR SEINE  
FRANCE

**ARMEL LE CLEAC'H**

**Demande d'extension :** Polynésie française  
**Classes de produits ou services :** 9, 18, 25.  
**BOPI de Publication antérieur :** 2015-50

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**  
- au JOPF n°7 NS du 11/02/2016 – p 326  
- et au BOPI n°2015-51 du 18/12/2015 (vol.1)

**N° National : 15 4 228 664**  
**Dépôt du :** 25 novembre 2015  
**à :** I.N.P.I. PARIS

**Déclarant :** SODESUR, Société à responsabilité limitée, 3 Rue Jules Guesde, 92300 LEVALLOIS PERRET, FRANCE

**N° SIREN :** 433 962 420

**Mandataire de la Correspondance :** CABINET GRANGER, M. GRANGER Jocelyne  
43 RUE de Courcelles, 4ème étage  
75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT  
FRANCE

**DPSA**  
ILE DE FRANCE

**Demande d'extension :** Polynésie française  
**Classes de produits ou services :** 35, 37, 38, 41, 42, 45.  
**BOPI de Publication antérieur :** 2015-51

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**  
- au JOPF n°16 NS du 10/03/2016 – p 812  
- et au BOPI n°2016-05 du 05/02/2016 (vol.1)

**N° National : 15 4 240 499**  
**Dépôt du :** 20 janvier 2015  
**à :** O.H.M.I.  
**Déclarant :** Church & Dwight Co., Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 500 Charles Ewing Boulevard, Ewing, NEW JERSEY 08628, UNITED STATES  
**Mandataire de la Correspondance :** Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie  
1 rue Paul Baudry  
75008 PARIS  
FRANCE

GROOVE

**Demande d'extension :** Polynésie française  
**Classes de produits ou services :** 10.  
**BOPI de Publication antérieur :** 2016-05

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**  
- au JOPF n°16 NS du 10/03/2016 – p 812  
- et au BOPI n°2016-07 du 19/02/2016 (vol.1)

**N° National : 16 4 244 083**  
**Dépôt du :** 27 janvier 2016  
**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE  
**Déclarant :** Varenne Capital Partners, Société par actions simplifiée, 50 avenue Montaigne, 75008 PARIS, FRANCE  
**N° SIREN :** 445 000 136  
**Mandataire de la Correspondance :** VALERIE GASTINEL, Mme Gastinel Valérie  
5 rue François Ponsard  
75116 PARIS  
FRANCE

VARENNE

**Demande d'extension : Polynésie française**

**Classes de produits ou services : 35, 36, 41.**

**BOPI de Publication antérieur : 2016-07**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°19 NS du 31/03/2016 – p 955
- et au BOPI n°2016-10 du 11/03/2016 (vol.1)

**N° National : 16 4 249 920**

**Dépôt du : 17 février 2016**

**à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE**

**Déclarant : M. BIARD FLORIAN, UTUROA, BP 223, POLYNESIE FRANCAISE, 98735 RAIATEA, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : M. BIARD FLORIAN, UTUROA BP 223, POLYNESIE FRANCAISE 98735 RAIATEA FRANCE**

**TAHITI CACAO CHOCOLAT DE RAIATEA**

**Demande d'extension : Polynésie française**

**Classes de produits ou services : 3, 29, 30, 31, 32.**

**BOPI de Publication antérieur : 2016-10**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°23 NS du 21/04/2016 – p 996
- et au BOPI n°2016-11 du 18/03/2016 (vol.1)

**N° National : 16 4 251 544**

**Dépôt du : 23 février 2016**

**à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE**

**Déclarant : UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE, Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, 1 rue Claude Goudimel, 25000 BESANCON, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : CABINET LAVOIX 2 Place d'Estienne d'Orves 75441 PARIS Cedex 09 FRANCE**



**FULudine**

**Demande d'extension : Polynésie française**

**Classes de produits ou services : 1, 3, 4, 6, 9, 14, 40, 41, 42.**

**BOPI de Publication antérieur : 2016-11**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 1977
- et au BOPI n°2016-12 du 25/03/2016 (vol.1)

**N° National : 16 4 253 560**

**Dépôt du : 02 mars 2016**

**à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE**

**Déclarant : SolSkyn Personal Care LLC, Société constituée selon les lois de l'Etat de Delaware, 1725 North Brown Road, 30043 LAWRENCEVILLE, Georgie, UNITED STATES**

**Mandataire de la Correspondance : SANTARELLI 49 avenue des Champs Elysées 75008 PARIS FRANCE**

**BULLFROG**

**Demande d'extension : Polynésie française**

**Classes de produits ou services : 5.**

**BOPI de Publication antérieur : 2016-12**

**N° National : 16 4 253 841**

**Dépôt du : 03 mars 2016**

**à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE**

**Déclarant : LE GRINGO, Société à Responsabilité Limitée, 61 rue Servan, 75011 PARIS, FRANCE**

**N° SIREN : 814 101 812**

**Mandataire de la Correspondance : SANTARELLI 49 Avenue des Champs-Élysées 75008 PARIS FRANCE**



**LE GRINGO**

**Demande d'extension : Polynésie française**

**Classes de produits ou services : 35, 36.**

**BOPI de Publication antérieur : 2016-12**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées**

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 1996
- et au BOPI n°2016-13 du 01/04/2016 (vol.1)

**N° National : 16 4 254 601**

**Dépôt du : 07 mars 2016**

**à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE**

**Déclarant : M. PODVIN Thierry, 6 rue du Château, 80120 NAMPONT-SAINT-MARTIN, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : CABINET LAVOIX 2, Place d'Estienne d'Orves 75009 PARIS FRANCE**

**Varini**

**Demande d'extension : Polynésie française**

Classes de produits ou services : 3, 9, 14, 16, 18, 21, 24, 25, 28, 35, 38, 39, 41, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

N° National : 16 4 254 637

Dépôt du : 07 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. GARBARZ Dani, 10 Passage des Soupis, 75020 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Mme ETNER Lena  
22 RUE de la Paix  
75002 PARIS-2E-ARRONDISSEMENT  
FRANCE

Dani Olivier

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 14, 16, 25, 35, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

N° National : 16 4 254 932

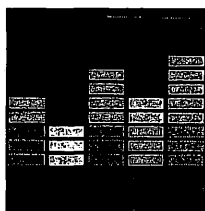
Dépôt du : 08 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : DEEZER, 12 rue d'Athènes, 75009 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 511 716 573

Mandataire de la Correspondance : DEPREZ GUIGNOT & ASSOCIES  
21 rue Clément Marot  
75008 PARIS  
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

N° National : 16 4 254 936

Dépôt du : 08 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : DEEZER, 12 rue d'Athènes, 75009 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 511 716 573

Mandataire de la Correspondance : DEPREZ GUIGNOT & ASSOCIES  
21 rue Clément Marot  
75008 PARIS  
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

N° National : 16 4 256 016

Dépôt du : 11 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Unilever N.V., Société de droit néerlandais, Weena 455, 3013AL, ROTTERDAM, NETHERLANDS

Mandataire de la Correspondance : Baker & McKenzie, Mme  
Ulmann Virginie  
1 RUE Paul Baudry  
75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT  
FRANCE

FRESH RESIST +

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 2019

- et au BOPI n°2016-14 du 08/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 256 835

Dépôt du : 14 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : RENAULT s.a.s, Société par Actions Simplifiée, 13/15 Quai  
Alphonse le Gallo, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, FRANCE

N° SIREN : 780 129 987

Mandataire de la Correspondance : RENAULT, s.a.s, Mme.  
DEGENETAIS Monique, Dpt 00268 – FR QLG V15 616  
13/15 Quai-Alphonse-le Gallo  
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT  
FRANCE

TREZOR

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 12, 28.

BOPI de Publication antérieur : 2016-14

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 2133

- et au BOPI n°2016-15 du 15/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 259 373

Dépôt du : 23 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : ENERGIES POUR L'AFRIQUE, Association régie par la loi  
du 1er Juillet 1901, 31 rue de Penthièvre, 75008 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 808 633 051

Mandataire de la Correspondance : IN CONCRETO  
9 rue de l'Isly  
75008 PARIS  
FRANCE

World day of light

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

N° National : 16 4 259 425

Dépôt du : 24 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : WIKO, Société par Actions Simplifiée, 1 Rue Capitaine Dessemond, 13007 MARSEILLE, FRANCE

N° SIREN : 530 072 206

Mandataire de la Correspondance : MARKPLUS INTERNATIONAL  
39 RUE FESSART  
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT  
FRANCE

WICUBE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35, 38.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°30 NS du 02/06/2016 – p 2133
- et au BOPI n°2016-16 du 22/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 261 254

Dépôt du : 01 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : L'ETAT FRANCAIS REPRESENTE PAR LA DIRECTION DES  
SERVICES DE LA NAVIGATION AERIENNE, Groupement d'intérêt  
économique, 50 Rue Henry Farman, 75720 PARIS Cédex 15, FRANCEDéclarant : ENAV S.p.A, Società de droit Italien, Via Salaria 716,  
00138 ROME, ITALYMandataire de la Correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE  
158 Rue de l'Université  
75007 PARIS  
FRANCE

Demande d'extension : Polynésie française

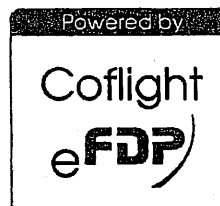
Classes de produits ou services : 9, 16, 38, 39, 41, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

N° National : 16 4 261 255

Dépôt du : 01 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : L'ETAT FRANCAIS REPRESENTE PAR LA DIRECTION DES  
SERVICES DE LA NAVIGATION AERIENNE, Groupement d'intérêt  
économique, 50 Rue Henry Farman, 75720 PARIS Cédex 15, FRANCEDéclarant : ENAV S.p.A, Società de droit Italien, Via Salaria 716,  
00138 ROME, ITALYMandataire de la Correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE  
158 Rue de l'Université  
75007 PARIS  
FRANCE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 38, 39, 41, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées

- au JOPF n°30 NS du 02/06/2016 – p 2147
- et au BOPI n°2016-17 du 29/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 261 716

Dépôt du : 04 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : FLM, société à responsabilité limitée, Parc d'activités de  
Ragon, 12 rue des Frères Lumière, 44119 TREILLIERES, FRANCE

N° SIREN : 789 602 372

Mandataire de la Correspondance : M. POUSSE Xavier  
170 BOULEVARD Haussmann  
75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT  
FRANCE

MAINDRON

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 37, 40, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-17

N° National : 16 4 261 824

Dépôt du : 04 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION  
PARIS ILE-DE-FRANCE, Etablissement public administratif, 27 avenue  
de Friedland, 75008 PARIS, FRANCEMandataire de la Correspondance : CCI IDF, Mme FERRAN Micheline  
49 rue de Tocqueville  
75017 PARIS  
FRANCE

FERRANDI

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 35, 41, 42, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2016-17

N° National : 16 4 261 826

Dépôt du : 04 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant :** CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION  
PARIS ILE-DE-FRANCE, Etablissement public administratif, 27 avenue  
de Friedland, 75017 PARIS, FRANCE

**Mandataire de la Correspondance :** CCI IDF, Mme FERRAN  
Micheline, Direction des affaires juridiques  
49 rue de Tocqueville  
75017 PARIS  
FRANCE

FERRANDI Paris

**Demande d'extension :** Polynésie française

**Classes de produits ou services :** 16, 35, 41, 42, 43.

**BOPI de Publication antérieur :** 2016-17

**N° National :** 16 4 263 030

**Dépôt du :** 07 avril 2016

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant :** MITICO, Société par actions simplifiée, 31-33 RUE  
MADAME DE SANZILLON, 92110 CLICHY, FRANCE

**N° SIREN :** 805 269 321

**Mandataire de la Correspondance :** CABINET PLASSERAUD, Mme  
DEJARDINS Bérénice  
31 RUE DES POISSONCEAUX, CS 40009  
59044 LILLE CEDEX  
FRANCE

**Ballerina**

**Demande d'extension :** Polynésie française

**Classes de produits ou services :** 3, 9, 15, 16, 18, 20, 21, 24, 25, 26,  
27, 28, 29, 30, 31, 32, 35, 41, 43.

**BOPI de Publication antérieur :** 2016-17

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux  
demandes publiées**

- au JOPF n°37 NS du 23/06/2016 – p 2881
- et au BOPI n°2016-19 du 13/05/2016 (vol.1)

**N° National :** 16 4 266 244

**Dépôt du :** 20 avril 2016

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant :** OEE LTD, Société de droit britannique, C/O NEWMAN  
AND CO., REGENT HOUSE 1 PRATT MEWS, LONDON NW1 0AD,  
UNITED KINGDOM

**Mandataire de la Correspondance :** Mme HERRBURGER Sophie  
115 BOULEVARD Haussmann  
75008 PARIS  
FRANCE

CALYPSO SOUND SYSTEM

**Demande d'extension :** Polynésie française

**Classes de produits ou services :** 9, 16, 25, 35, 38, 41, 42.

**BOPI de Publication antérieur :** 2016-19

**N° National :** 16 4 266 809

**Dépôt du :** 21 avril 2016

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant :** TRACKINSIGHT, Société par actions simplifiée, Espace  
Saint-Philippe – Immeuble Néri, 200 avenue Roumanille, 06410 BIOT,  
FRANCE

**N° SIREN :** 819 440 058

**Mandataire de la Correspondance :** IP SPHERE, M. RODHAIN  
Philippe  
8 cours Maréchal Juin  
33000 BORDEAUX  
FRANCE

**TRACKINSIGHT**  
Market Index - TMI

**Demande d'extension :** Polynésie française

**Classes de produits ou services :** 9, 35, 36, 38, 39, 41, 42.

**BOPI de Publication antérieur :** 2016-19

**N° National :** 16 4 267 062

**Dépôt du :** 22 avril 2016

**à :** 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant :** BPCE, Société anonyme à directoire et conseil de  
surveillance, 50 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS, FRANCE

**N° SIREN :** 493 455 042

**Mandataire de la Correspondance :** DBK, M. BUSCAIL Jérôme  
15 rue Saussier Léroy  
75017 PARIS  
FRANCE

**LE COÛT DE L'EXPAT**

**Demande d'extension :** Polynésie française

**Classes de produits ou services :** 35, 36, 41.

**BOPI de Publication antérieur :** 2016-19

**N° National :** 16 4 267 114

**Dépôt du :** 22 avril 2016

**à :** I.N.P.I. PARIS

**Déclarant :** LESIEUR, Société par Actions Simplifiée, 29, quai  
Aulagnier, 92600 ASNIERES SUR SEINE, FRANCE

**N° SIREN :** 457 208 619

**Mandataire de la Correspondance :** Cabinet GERMAIN & MAUREAU  
31-33, rue de la Baume  
75008 PARIS  
FRANCE

**Lesieur**

**Demande d'extension :** Polynésie française

**Classes de produits ou services :** 3, 5, 8, 9, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 22,  
24, 25, 28, 29, 30, 31, 35, 41, 43, 44.

**BOPI de Publication antérieur :** 2016-19

**MINISTÈRE DU LOGEMENT  
ET DE LA RÉNOVATION URBAINE,  
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,  
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

**ARRETE n° 8278 MLV/DAF du 21 septembre 2016 portant affectation du véhicule administratif immatriculé D 6712, au profit du service d'assistance et de sécurité.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1298 CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana Legall en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié portant délégation de signature à Mme Loyana Legall, directrice des affaires foncières ;

Vu la lettre n° 1017-16 PR/SAS du 23 août 2016 du service d'assistance et de sécurité ;

Vu le bordereau n° 416 PR/DAIEP du 2 septembre 2016 de la délégation aux affaires internationales européennes et du Pacifique,

Arrête :

Article 1er. — Est affecté au profit du service d'assistance et de sécurité, le cyclomoteur de marque Peugeot, immatriculé D 6712, précédemment détenu par la délégation aux affaires internationales européennes et du Pacifique.

Art. 2. — La valeur comptable du bien affecté, identifié sous le numéro Poly GF 66268, est de *deux cent quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (295 000 F CFP).

Art. 3. — La directrice des affaires foncières est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service d'assistance et de sécurité et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires foncières,*  
Loyana LEGALL.

**ARRETE n° 8282 MLV du 21 septembre 2016 autorisant la location du lot n° 58 dépendant de la terre dénommée domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuatea, cadastré section MY n° 4, commune associée de Avera, au profit de M. Timiona Faaeva.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 812 CM du 3 juin 1999 portant désaffectation et attribution de lots agricoles à Raiatea ;

Vu la demande de location de M. Timiona Faaeva en date du 11 mai 2016 ;

Vu la lettre relative à la proposition de loyer n° 2603 MLV en date du 21 juillet 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Timiona Faaeva en date du 8 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— La location du lot n° 58 dépendant de la terre dénommée domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuata, cadastré section MY n° 4, commune associée de Avera, accusant une superficie totale de 16 485 mètres carrés, est autorisée au profit de M. Timiona Faaeva, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *vingt-quatre mille sept cent vingt-huit francs CFP* (24 728 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Timiona Faaeva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 8283 MLV du 21 septembre 2016 autorisant la location d'une emprise de 7 106 mètres carrés à détacher de la parcelle dépendant de la terre dénommée domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuata, cadastrée section NA n° 1, commune associée de Avera, au profit de Mme Agnès Teriitaohia.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 812 CM du 3 juin 1999 portant désaffectation et attribution de lots agricoles à Raiatea ;

Vu la demande de location de Mme Agnès Teriitaohia en date du 10 mai 2016 ;

Vu la lettre relative à la proposition de loyer n° 2605 MLV en date du 21 juillet 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Agnès Teriitaohia en date du 17 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 7 106 mètres carrés à détacher de la parcelle dépendant de la terre dénommée domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuata, cadastrée section NA n° 1, commune associée de Avera, accusant une superficie totale de 13 806 mètres carrés, est autorisée au profit de Mme Agnès Teriitaohia, à des fins agricoles.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan de délimitation établi par la division du cadastre de la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction des affaires foncières en date du 23 novembre 2015, joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *dix mille six cent cinquante-neuf francs CFP* (10 659 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— La bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Agnès Teriitaochia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 8284 MLV du 21 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, commune de Gambier, cadastré section AI n° 63, à des fins d'exploitation d'un véhicule de restauration, au profit de M. Agatarea André Teapiki.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu les demandes de M. Agatarea André Teapiki en date du 24 mai 2016 et 13 juin 2016 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Gambier en date du 3 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 150 mètres carrés, cadastré commune de Gambier, section AI n° 60, est autorisée au profit de M. Agatarea André Teapiki.

Cette occupation est destinée à l'exploitation d'un véhicule de restauration, tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— La présente autorisation est caduque dès lors que le premier terme de la redevance et les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartient de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile.  
Il doit justifier annuellement à la Polynésie française être couvert par la production des attestations des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il est tenu de s'acquitter tous impôts et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité de véhicule de restauration ambulant ;

- 6° Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué en dehors de la présence de son véhicule de restauration ;
- 7° L'installation de son activité et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire ne doit exécuter aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé ;
- 8° Aucune huile et eaux ménagères ne doivent être déversées dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales (caniveau, avaloirs) ;
- 9° Il ne peut empiéter sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et doit s'installer selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration ;
- 10° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de commerce et consommation des boissons autorisés aux marchands ambulants.

Art. 5.— La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 6.— L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire

Art. 7.— La Polynésie française peut suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin. Dans ce cas, elle en informe le bénéficiaire au préalable, qui est tenu de libérer l'emplacement pour toute la période de suspension de l'occupation. La suspension de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par tout moyen.

Art. 8.— Le bénéficiaire qui souhaite renouveler son autorisation devra en faire la demande avant le terme de la présente autorisation.

Art. 9.— La redevance annuelle d'occupation est fixée à cent vingt mille francs CFP (120 000 F CFP). L'occupant s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 10.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas

de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage de l'emplacement autorisé, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 8285 MLV du 21 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 50 mètres carrés, place publique cadastrée section AD n° 315, sis commune de Uturoa à Raiatea, au profit de M. Bernard Savouret, à des fins d'exploitation d'un véhicule de restauration.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Bernard Savouret en date du 9 mai 2016 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Uturoa en date du 6 juin 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 50 mètres carrés, place publique cadastrée section AD n° 315, sis commune de Uturoa à Raiatea, au profit de M. Bernard Savouret.

Cette occupation est destinée à l'exploitation d'un véhicule de restauration aux jours et horaires suivants :

- le mardi et le jeudi, de 11 heures à 16 heures ;
- le vendredi et le samedi, de 11 heures à 23 heures.

Le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2. — La présente autorisation consentie pour une durée d'une (1) année à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartient de conclure les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile et de communiquer à la Polynésie française, les attestations relatives aux contrats d'assurances qu'il aura souscrits ;
- 4° Il est tenu de présenter à la Polynésie française, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 5° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 6° Il est tenu d'acquitter tous impôts et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité de restauration ambulant.

Art. 3. — La présente autorisation est caduque dès lors que le premier terme de la redevance et les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Les frais et droits d'enregistrement afférents à l'autorisation et des documents y annexés seront à la charge du bénéficiaire.

Art. 5. — Le bénéficiaire peut installer des tables et des chaises autour de son commerce ambulant sans empiéter sur l'espace concédé à un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration.

Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué en dehors de la présence du commerce ambulant.

L'installation de ce commerce et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur le terrain occupé. Chaque jour, il installe son équipement à l'emplacement concédé et le déplace à son lieu de remise, à l'heure de fermeture. Cet équipement ne peut en aucun cas rester sur place.

Si une panne intervenait, le bénéficiaire s'engage, dans l'heure qui suit, à faire intervenir un professionnel pour libérer l'emplacement.

Art. 6. — Conformément à la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons et à son article 8 relatif aux marchands ambulants, il est interdit au bénéficiaire de vendre, soit en gros, soit en détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, des boissons alcoolisées.

Art. 7. — La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'occupation ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper le domaine public est interdite.

Art. 8. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 9. — La Polynésie française peut suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin et pour une période déterminée. Dans ce cas, elle en informe le bénéficiaire au préalable, par courrier simple, qui est tenu de libérer l'emplacement pour toute la période de suspension de l'occupation. La suspension de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Art. 10. — La redevance mensuelle d'occupation payable d'avance, à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à la somme de dix mille francs CFP (10 000 F CFP).

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

Art. 11.— En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 12.— La présente autorisation peut être retirée à tout moment et par lettre recommandée en respectant un préavis d'un mois pour tout motif d'intérêt général par l'autorité compétente sans indemnisation du bénéficiaire évincé. Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 13.— A l'expiration de la présente autorisation, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle arrive, le bénéficiaire est tenu de libérer les lieux occupés.

Art. 14.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bernard Savouret et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

*Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.*

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**ARRETE n° 8221 MEE du 20 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 7953 MEE du 12 septembre 2016 portant composition du jury de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif.**

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 321 CM du 19 mars 2015 portant création et organisation du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté n° 227 CM du 3 mars 2016 portant création et organisation de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif ;

Vu l'agrément n° 1-2016 BPPES/PF délivré à l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour la mise en œuvre de la formation,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 7953 MEE du 12 septembre 2016 susvisé, lire dans la composition du jury au titre de formateurs et cadres techniques : "M. Olivier Drentel", *au lieu de* : "M. Olivier Drentel".

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**ARRETES DU PRESIDENT  
DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

**ARRETE n° A136-2016 APF/SG/SRH du 19 septembre 2016 relatif à la commission paritaire consultative de l'assemblée de la Polynésie française.**

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration du 10 mai 1968 et ses avenants,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 14 de la convention collective susvisée, il est créé à l'assemblée de la Polynésie française une commission paritaire consultative compétente à l'égard des agents non fonctionnaires de l'assemblée régis par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française.

### I - Composition

Art. 2.— La commission paritaire consultative comprend 6 membres : 3 représentants de l'administration de l'assemblée de la Polynésie française et 3 représentants des organisations syndicales les plus représentatives en Polynésie française.

Siègent en qualité de représentants de l'administration de l'assemblée de la Polynésie française :

- le chef du service des ressources humaines ou son représentant, *président* ;
- le secrétaire général ou son représentant ;
- le chef du service des affaires juridiques ou son représentant.

Siègent en qualité de représentants des organisations syndicales les plus représentatives en Polynésie française :

- le représentant de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- le représentant de l'organisation syndicale CSIP ;
- le représentant de l'organisation syndicale A Ti'a I Mua.

Art. 3.— Sur demande des représentants de l'administration ou des représentants des organisations syndicales, le président de la commission convoque tout expert susceptible d'éclairer la commission sur certains points inscrits à l'ordre du jour.

Ces experts participent exclusivement aux débats portant sur les questions pour lesquelles ils ont été convoqués. Ils ne participent pas au vote.

### II - Attributions

Art. 4.— La commission paritaire consultative de l'assemblée de la Polynésie française est compétente à l'égard de personnes mentionnées à l'article 1er pour émettre :

- 1° En matière disciplinaire, un avis sur les sanctions de mise à pied de huit (8) jours avec retenue totale de salaire et de licenciement ;
- 2° En ce qui concerne la promotion et l'avancement, un avis sur le changement de catégorie 1 à 4 et un avis sur l'avancement de groupe des agents de catégorie 5 ;
- 3° En ce qui concerne la notation, un avis sur tout litige lié à une baisse de notation ou l'octroi d'une notation insuffisante pour obtenir une réduction d'ancienneté pour l'avancement d'échelon.

### III - Fonctionnement

Art. 5.— La commission paritaire consultative de l'assemblée de la Polynésie française se réunit à la diligence de son président.

La convocation doit être envoyée aux membres huit (8) jours ouvrables avant la réunion de la commission paritaire consultative et doit indiquer l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la réunion.

Art. 6.— Pour siéger valablement, la commission doit comprendre la moitié, plus un de ses membres.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée aux membres de la commission, et celle-ci se réunit le lendemain siégeant alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 7.— Le chef du service intéressé ou son représentant, assiste sans voix délibérative, aux réunions de la commission paritaire consultative.

Art. 8.— L'avis de la commission ne peut être donné que sur les affaires inscrites à l'ordre du jour établi par son président. Toute modification doit être notifiée à ses membres trois (3) jours ouvrables avant la date de la réunion.

Les dossiers inscrits à l'ordre du jour sont ensuite tenus à la disposition des membres de la commission par le service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française, au moins deux (2) jours ouvrables avant la date de la réunion de la commission.

Art. 9.— En application de l'article 14 alinéa 2 de la convention collective et en l'absence de délégué du personnel, l'agent intéressé désigne une personne de son choix qui est entendue en cas de licenciement par la commission et dans les autres cas, à la demande de ses membres.

Art. 10.— Les membres de la commission sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Art. 11.— Les séances de la commission ne sont pas publiques.

Art. 12.— Le vote a lieu à main levée. Toutefois, le vote peut avoir lieu à bulletin secret à la demande de l'un des membres de la commission.

Art. 13.— La commission émet son avis à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, le président n'a pas voix prépondérante.

En cas de partage égal des voix, l'avis est réputé donné.

Art. 14.— Le président fait assurer le secrétariat par une personne de son choix.

Un procès-verbal est établi à la fin de chaque séance.

Art. 15.— L'arrêté n° 103-2005 APF/SG/SRH du 20 avril 2005 modifié relatif à la commission paritaire consultative de l'assemblée de la Polynésie française, est abrogé.

Art. 16.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.

Marcel TUIHANI.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique.

I. – Seuils de procédure formalisée pour les marchés publics : Les seuils mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics sont les suivants :

<b>POUVOIRS ADJUDICATEURS</b>	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	135 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	209 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	209 000 € HT
Travaux	5 225 000 € HT
<b>ENTITES ADJUDICATRICES</b>	
Fournitures et services	418 000 € HT
Travaux	5 225 000 € HT
<b>MARCHÉS PUBLICS DE DÉFENSE OU DE SÉCURITÉ</b>	
Fournitures et services	418 000 € HT
Travaux	5 225 000 € HT

II. – Seuil applicable aux contrats de concession relevant du 1° de l'article 9 du décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession : Le seuil mentionné au 1° de l'article 9 du décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession est de 5 225 000 € HT.

III. – Liste des autorités publiques centrales : Les autorités publiques centrales mentionnées au II de l'article 31, au I de l'article 70, au II de l'article 72 et au II de l'article 83 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont les suivantes (3) :

- 1° L'Etat, à l'exception des établissements du service de santé des armées ;
- 2° Les établissements publics de l'Etat autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial, à l'exception des établissements publics de santé ;
- 3° Les autorités administratives indépendantes dotées de la personnalité juridique ;
- 4° La caisse des dépôts et consignations ;
- 5° L'ordre national de la Légion d'honneur ;
- 6° L'union des groupements d'achats publics (UGAP) ;
- 7° La fondation Carnegie ;
- 8° La fondation Singer-Polignac.

IV. – Cet avis est applicable sur l'ensemble du territoire de la République.

Pour son application en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, les montants exprimés en euros sont applicables sous réserve de leur contre-valeur en monnaie locale.

(1) Le présent avis se substitue à l'avis NOR : EINM1608119V publié au JORF n° 0074 du 27 mars 2016 (texte n° 62).

Il est pris conformément à :

- la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE ;
- la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession ;
- la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ;
- la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE.

(2) L'annexe 4 point 3 de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics révisé est disponible sur le site de l'Organisation mondiale du commerce ([https://www.wto.org/french/tratop\\_f/gproc\\_f/gproc\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/gproc_f/gproc_f.htm)).

(3) Les autorités qui succèdent à celles visées par cette liste, par changement de dénomination, par fusion ou par absorption, sont considérées comme des autorités publiques centrales au sens des mêmes articles.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### TOTAL POLYNESIE

**Société anonyme au capital de 450 000 000 F CFP**

**Siège social : Fare Ute, Papeete**

**RCS de Papeete TPI n° 57 56 B (ancien n° 10 72 B)**

**N° TAHITI 010355**

Aux termes d'une délibération du conseil d'administration en date du 22 août 2016, M. Patrick CAZABAN, demeurant à Faa'a, île de Tahiti, a été coopté en qualité de nouvel administrateur en remplacement de M. Pierre-Alexandre VIGIL, démissionnaire, à effet au 26 août 2016, et a été désigné en qualité de directeur général, pour la durée du mandat restant à courir.

#### Ancienne mention

**Conseil d'administration :** Olivier CHALVON-DEMERSAY, président-directeur général, Pierre-Alexandre VIGIL, directeur général et administrateur, Emmanuel de FOURNAS de la BROSSE et Fanny CANNET.

#### Nouvelle mention

**Conseil d'administration :** Olivier CHALVON-DEMERSAY, président-directeur général, Patrick CAZABAN, directeur général et administrateur, Emmanuel de FOURNAS de la BROSSE et Fanny CANNET.

RCS de Papeete.

*Pour avis,  
Le représentant légal.*

### SCP CHAN & LOLLICHON, notaires associés

**BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia**

#### Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Jeanne LOLLICHON, notaire associé à Punaauia, le 21 septembre 2016, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme :** SARL.

**Dénomination :** TAHITIAN TOA.

**Enseigne commerciale :** PEARL STORE TAHITI.

**Siège social :** Mahina, résidence Supermahina, lot F12.

**Objet social :** Toutes opérations commerciales et notamment l'achat, l'importation, l'exportation, la fabrication de bijoux et accessoires de mode, le transit, le stockage, l'échange et la vente en gros, demi-gros et au détail de tous produits, matériaux, matériels, marchandises se rapportant à cette activité. - La création, l'acquisition, la propriété, la location, l'exploitation de tout fonds ou établissement commercial, industriel ou artisanal entrant dans le cadre de l'objet social, l'acquisition, la prise à bail de tous biens

mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'exercice de l'activité ci-dessus, la propriété, l'administration, la mise en valeur, l'exploitation par tous moyens, de tous biens et droits mobiliers et immobiliers qui pourront être apportés à la société ou acquis par elle au cours de sa vie sociale, l'acquisition par voie d'apport, d'achat, d'échange ou autrement, la prise à bail, la location, l'administration et l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non bâtis, tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, toutes garanties à la sûreté d'engagements contractés en vue de la réalisation de l'objet social, la prise de participation dans toutes sociétés, et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

**Durée :** 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

**Apports en numéraire :** 200 000 F CFP.

**Capital :** 200 000 F CFP divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

**Gérance :** MM. Steve BAILLEUX, demeurant à Faa'a, et Alexandre ANDONIMOUTTOU, demeurant à Paea.

**Immatriculation :** Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

**Cession de parts :** Les parts ne peuvent être cédées, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, sauf pour les cessions au profit de personnes déjà associées, qui sont libres.

*Pour avis et mention,  
Me Jeanne LOLLICHON,  
notaire associé.*

### TOPDIVE

**Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social :** île de Tahiti, Papeete, rue des Ecoles,  
immeuble Te Hau Nui, 5e étage

**RCS de Papeete n° TPI 08 29 B, n° TAHITI 851527**

Aux termes d'une délibération en date du 22 septembre 2016, l'associée unique a nommé Mme Solange RAMOS au poste de gérante.

#### Ancienne mention

**Gérant :** M. Paul RAMOS.

#### Nouvelle mention

**Gérants :** M. Paul RAMOS et Mme Solange RAMOS.

*Pour avis,  
La gérance.*

**EURL PENSEE DECO**  
**25, rue Edouard-Ahne, Papeete**

*Modification de l'objet social*

En lieu et place de l'objet social mentionnée :

L'entreprise a pour objet : l'importation, la commercialisation et la distribution de marchandises de tout genre ainsi que toutes les prestations de services se rapprochant directement ou indirectement de cette activité. La participation de la société, par tous les moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou de rachat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou de groupement d'intérêts économique ou de la location-gérance.

Le nouvel objet social est :

L'entreprise a pour objet l'importation, la commercialisation et la distribution de marchandises de tout genre ainsi que toutes les prestations de services se rapprochant directement ou indirectement de cette activité. La restauration rapide ainsi que la vente de produits et marchandises liés à l'alimentation générale (magasin d'alimentation générale). La participation de la société, par tous les moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou de rachat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou de groupement d'intérêts économique ou de la location-gérance.

*Pour avis,*

Mme Christiane CHIN KEE SING,  
 gérante de PENSEE DECO.

**E-TAHITI TRAVEL**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 10 000 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, rue des Ecoles,**  
**immeuble Te Hau Nui, 5e étage**  
**RCS de Papeete n° TPI 02 89 B**  
**(ancien RCS n° 8836 B), n° TAHITI 626655**

Aux termes d'une délibération en date du 22 septembre 2016, l'assemblée générale ordinaire a nommé Mme Danièle PANERO au poste de gérante.

*Ancienne mention*

Gérant : M. Paul RAMOS ;  
 Gérante : Mme Solange RAMOS.

*Nouvelle mention*

Gérant : M. Paul RAMOS ;  
 Gérantes : Mmes Solange RAMOS et Danièle PANERO.

*Pour avis,*  
 La gérance.

**MATEORA**  
**Société civile**  
**au capital de 200 000 F CFP**  
**Siège social : Résidence Vetea 1, lot n° 70, 98715 Papeete**  
**RCS de Papeete n° TPI 04 261 C, n° TAHITI 722652**

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 juin 2016 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur M. Clet WONG, demeurant à Pirae, avec les

pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social, résidence Vetea 1, lot n° 70, 98715 Papeete, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

*Pour avis,*  
 Le liquidateur.

**ANNONCES DIVERSES**

**ASSOCIATION TUBUAI A TU**

*Modification de statuts*  
 (3 septembre 2016)

Elle a aussi pour but :

- de promouvoir et de gérer la structure de l'antenne "Maison familiale rurale des îles Australes" sur l'île de Tubuai.

La durée du conseil d'administration et son bureau passe de 3 ans à 5 ans, et le conseil d'administration est composé d'au moins 15 membres au lieu de 30.

**LOTISSEMENT VILLAGE TIAHURA (MOOREA)**

**COMPOSITION DU SYNDICAT ELU POUR UN AN :**  
 (25 juin 2016)

Président	: LHERMITTE Jean-Pierre
Vice-président	: ONAINDIA Raymond
Secrétaire	: TEITI Rina
Secrétaire adjoint	: TRAFTON Rudy
Trésorier	: BIDAUD Patrice

**COMITE DES FETES**  
**DU COMGEND POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
 (25 août 2016)

Président	: COMBES Bruno
Vice-président	: DENUX Yannick
Secrétaire	: BRISSE Justine
Secrétaire adjointe	: TEIPOARII Liliane
Trésorière	: BANGOURA Laetitia
Trésorier adjoint	: CHOJEAN Christopher

**ASSOCIATION TEVIVI A TEMARII**  
**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
 (14 août 2016)

Président	: TEVIVI Ruddy
Vice-présidente	: TAPAO Rose
Secrétaire	: ORIRAU Lindsay
Secrétaire adjointe	: TEHEI Pura
Trésorière	: EPERANIA-TEVIVI Pauline
Trésorière adjointe	: TAPAO Maureen
Assesseurs	: TETUIRA Marinella
	: SULPICE Mimosa
Commissaire aux comptes	: TAPAO Kalindjan

**ASSOCIATION TAMARII AMANAHUNE HEIVA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(22 mai 2016)

Président : OIANAE Edwin  
Vice-présidente : VAHIMARAE Cartel  
Secrétaire : AUKARA Miranda  
Secrétaire adjointe : TETAHIOTUPA Mareva  
Trésorière : TEHUIOTOA Mantrina  
Trésorier adjoint : VAHIMARAE Oculy

**ASSOCIATION TE PUA HINANO O TIU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(25 août 2016)

Présidente : YU TENG Maléana  
Vice-présidente : BRUNEAU Stéphanie  
Secrétaire : BONNO Roberta  
Secrétaire adjointe : MENDIOLA Cinthya  
Trésorier : TEARA Iniva  
Trésorière adjointe : VAKI Marie-Claire

**COOPERATIVE SCOLAIRE  
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PUEU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(29 août 2016)

Présidente : CROISIE Liliane  
Vice-présidente : TAU Moeata  
Secrétaire : TAUPUA Vainui  
Secrétaire adjointe : TUAIRA Marina  
Trésorière : TARAUFU Sylvie  
Trésorière adjointe : TOROMIRO Nova

**ASSOCIATION SPORTIVE HELENE-AUFFRAY**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(29 août 2016)

Président : FRANÇOIS Fano  
Vice-président : MOREAU Laurent  
Secrétaire : TARAUFU Sylvie  
Secrétaire adjointe : HOLOZET Christelle  
Trésorier : SPITZ Mark  
Trésorier adjoint : AHUTORU Stanley

**ASSOCIATION FAAHOTU TE HAKARI NO TIPUTA**

*Modification de statuts*

Elle a aussi pour objet :

- le traitement du *brontispa* par le tétraticus ;
- la mise en place de petites structures familiales en culture maraîchère bio ;
- la mise en place de la vaniculture en convention avec l'EPIC Vanille de Tahiti ;
- la mise en place d'une structure familiale pour la production de l'huile vierge de Tahiti ;
- la prise en charge, l'utilisation, la location de matériel agricole mis à disposition par convention avec le SDR.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 septembre 2016)

Président : TUPAHIROA Michelo  
Vice-présidents : TEMAURI Aumoana  
GNATATA Guy Marie  
Secrétaire : TUPAHIROA Sarah  
Trésorière : TERIITAHU Taronu

**ASSOCIATION TAMARII OROMONA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(27 août 2016)

Président : AVAE Taaroarii  
Vice-président : TEINAURI Jacques  
Secrétaire : HATITIO Vairea  
Secrétaire adjoint : LENOIR Rasmus  
Trésorière : OAKAROA Johanna  
Trésorière adjointe : LUERO Otare  
Contrôleurs : PENI Natupuai  
HATITIO Matatini  
TEREOPA Rameha  
ROOMATAAROA Eriera

**ASSOCIATION TE ORA O VAITERUPE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 septembre 2016)

Présidente d'honneur : HOLMAN Eliane  
Présidente : MAIRAU Terea  
Vice-présidente : PATU Tinaia  
Secrétaire : FAATOMO Christine  
Secrétaire adjointe : MADEC Estelle  
Trésorière : MAIRAU Marie-Hélène  
Trésorière adjointe : TAUMIHAI Karen  
Asseseurs : FAATAU Chantal  
PATU Ira

**AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS  
DE TAIARAPU-OUEST, TAHITI-ITI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 juin 2016)

Président d'honneur : DARROUZES Serge  
Président : TAUHIRO Serge  
Secrétaire : TAUTU Thomson  
Trésorière : BAUDET Jean-Claude  
Commissaire aux comptes : TAIE Boris

**FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE (FOL)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(26 août 2016)

Présidente : TERIITERAAHAUMEA Patricia  
Vice-président : BECQUET Patrick  
Secrétaire : TCHEN LAM Daliana  
Secrétaire adjointe : ORBECK Maria  
Trésorier : TRAPP Alain  
Trésorière adjointe : ROCKA Joëlle

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES  
DU LOTISSEMENT RESIDENCE TAINA**

*Renouvellement du prestataire :*

Le prestataire désigné lors de l'assemblée générale du 3 mars 2016 est CAILLEAU IMMOBILIER, BP 41907 Fare Tony, 98713 Papeete.

Le nouveau bureau est ainsi constitué :

# RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (3 mars 2016)

Président	:	VIARIS DE LESEGNO Hubert
Membres	:	DUBOUCH Aude MERESSE Martine STEHLIN Christiane THIRION Heiri BAMBRIDGE Hiro CHEZE Philippe DRAGO Claude DROPSY Vincent LABAYSSE François MARCHAND Johan PINKEL Fred CHANG Régis GUILLOUX Abner

## ASSOCIATION SPG BIO RAIATEA

(Récépissé n° W9P2000293 du 12 septembre 2016)

### Extraits de statuts

Il a été fondé le 8 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION SPG BIO RAIATEA ou PGS BIO RAIATEA.

Elle a pour but :

- de gérer la procédure de garantie des produits issus des exploitations des membres adhérents ;
- de susciter la création de groupes locaux SPG et de les fédérer ;
- de promouvoir le développement de l'agriculture biologique ;
- de rechercher et de faire connaître les techniques et les pratiques culturelles en vue d'une amélioration biologiques des terres et de leurs produits ;
- d'établir des rapports concrets et directs entre professionnels (producteurs, éleveurs, apiculteurs, aquaculteurs, transformateurs) et consommateurs ;
- d'informer les citoyens pour permettre à chacun de déterminer ses choix dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la santé ;
- d'assurer la défense et la promotion du signe de qualité BIO-PASIFIKA, en tant que système participatif de garantie, solidaire de la démarche du POET Com et de l'esprit fédératif d'IFOAM ;
- de rechercher un modèle d'échange et de développement basé sur la pratique de l'agriculture biologique et du respect de l'environnement dans leurs aspects sociaux, techniques et économiques ;
- d'organiser des débats ou des manifestations en rapport avec les buts de l'association ;
- de soutenir ou de conduire des actions visant au respect et à la défense de l'environnement et de la qualité de vie ;
- le regroupement des intérêts des adhérents, le dialogue avec les pouvoirs publics, les services, les personnes ou associations régionales concernées ou même celles de l'étranger.

Son siège social est fixé à Vaiaau, Vaihuti, PK 32, côté montagne, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

# COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	LISON de LOMA Thierry
Vice-présidente	:	CONSTANT Romanella
Secrétaire	:	LEROI Manutea
Secrétaire adjoint	:	LY KWAI Christian
Trésorier	:	BOUCHER Mathieu
Trésorière adjointe	:	SOMMERS Alba
Assesseurs	:	SOMMERS Edgard DAUPHIN Dominique

## ASSOCIATION TOREA FAA'ARA

(Récépissé n° W9P1001319 du 15 septembre 2016)

### Extraits de statuts

Il a été fondé le 10 septembre 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée, dénommée ASSOCIATION TOREA FAA'ARA, regroupant les lotissements et les quartiers dont Tira, Vallons, Raimanutea et Lilas des hauteurs de la Mission Ouest.

Elle a pour but :

- de resserrer les liens entre les habitants des lotissements et des quartiers, sis à Papeete, Mission ;
- de soutenir les projets des habitants en organisant toutes actions en partenariat auprès des établissements publics et privés répondant aux besoins des habitants de ces lotissements et quartiers, de multiplier les contacts entre les habitants dans un esprit de solidarité tendant au mieux être physique et moral de tous ;
- de mettre en commun les connaissances de ses membres en vue d'étudier, de proposer et d'encourager toutes les mesures pour la protection de l'environnement et le développement d'activités culturelles et sportives et aussi l'insertion par le travail ;
- d'organiser des manifestations diverses ;
- de présenter aux autorités ou à toute administration, toutes propositions se rapportant à son objet ou de formuler toutes oppositions contre ce qui pourrait y porter atteinte ;
- d'apporter un support à la vie familiale et communautaire ;
- de favoriser l'animation du lotissement et du quartier ;
- d'encourager les jeunes du lotissement et du quartier, à pratiquer le sport ou tout autre activité susceptible de leur éviter l'oisiveté ;
- d'organiser des tournois corporatifs interquartier et interlotissement ;
- de combattre toutes les nuisances sonores ;
- et généralement, de permettre aux locataires du lotissement de jouir paisiblement de leur logement et bien vivre ensemble.

Son siège social est fixé à Papeete, Mission, lotissement les Hauts du Tira 1, n° 57.

Sa durée est illimitée.

# COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	ALVES Lindsey
Président	:	TEHEI Boniface
Vice-présidents	:	TEMORERE Virginia NANUAITERAI Alain TETUA Apolline
Secrétaire	:	MARAEA Camellia
Secrétaire adjointe	:	TAEREA Tehina
Trésorière	:	TUTURURAI Jacqueline
Trésorier adjoint	:	HEITAA Henri

**ASSOCIATION AMUITAHIRAA WE LOVE***(Récépissé n° W9P1001346 du 17 septembre 2016)*

## Extraits de statuts

Il a été fondé le 1<sup>er</sup> mars 2016 une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION AMUITAHIRAA WE LOVE.

Elle a pour but d'organiser des événements à caractère humanitaire, socio-culturel, sportif et jeux de hasard (bingo). Son action consiste à apporter et à développer les projets de proximité de manière à favoriser les personnes dans le besoin.

Elle a aussi pour objet :

- de développer et de participer à des actions de sensibilisation sanitaire et sociale, des actions de partenariat entre associations respectueuses ;
- d'informer, d'orienter, d'aider et de participer à l'insertion sociale, professionnelle et économique des jeunes ;
- d'organiser des événements à caractère socioculturel, sportif en faveur des jeunes ;
- d'organiser des bingos pour les levées de fonds : pour les sinitrés, les écoliers avec des cartables offerts, les confessions religieuses, les Noëls pour les enfants, les évacuations sanitaires, etc. ;
- d'unir des liens d'amitié, de convivialité, de solidarité entre les membres de l'association ;
- la location des chaises, tables et chapiteaux.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 4,500, quartier Tuuhia, côté route.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: FROGIER Graziella
Vice-président	: MARERE Teuiarai
Secrétaire	: ROYER Florence
Secrétaire adjointe	: TEPA Juliana
Trésorier	: HATITIO Tutti
Trésorière adjointe	: TERAIMANA Nadine

**ASSOCIATION DES HERITIERS  
DE TEIHO ET ROO A TEUPOOTAHITI***(Récépissé n° W9P1001354 du 20 septembre 2016)*

## Extraits de statuts

Il a été fondé le 10 septembre 2016 une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 dénommée ASSOCIATION DES HERITIERS DE TEIHO ET ROO A TEUPOOTAHITI.

Elle a pour but :

- de regrouper et de resserrer les liens familiaux des consorts Teiho et Roo a Teupootahiti ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, état civil, cadastre, etc.) et la succession de ses généalogies ;

- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant son patrimoine ;
- de défendre et de protéger les biens et droits familiaux ;
- d'avoir son identité familiale et juridique.

Dans tous les cas, l'association ne poursuit aucun but lucratif, politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Punavai, PK 13, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PERODEAU Evelyne
Secrétaire	: SCHOLERMANN Jean-Pierre
Trésorier	: POIA Michel

**ASSOCIATION ARIMAT***(Récépissé n° W9P2000140 du 20 septembre 2016)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 15 août 2016 une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ARIMAT.

Elle a pour objet :

- de faire découvrir le sport "jiu jitsu brésilien" à Raiatea ;
- de faire grandir ce sport ;
- d'intégrer la population et surtout la jeunesse à la pratique de cet art martial ;
- d'inculquer et de partager les valeurs de ce sport ;
- d'aider la jeunesse en manque de repère ;
- de dénicher de nouveaux talents ;
- de dynamiser le sport à Raiatea ;
- d'apporter quelque chose de nouveau.

Son siège social est fixé à Uturoa.

Sa durée est limitée à un an renouvelable.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUUHIA Tuteao
Secrétaire	: MIHURAA Heifara
Trésorier	: MIHURAA Tamatoa

**ASSOCIATION KIWI ITI***(Récépissé n° W9P2000308 du 21 septembre 2016)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 19 septembre 2016, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION KIWI ITI.

Elle a pour objet de récolter des fonds afin d'organiser un voyage pour 2 classes : CE1 Maori et CE1/CE2 Kiwi.

Son siège social est fixé à Anau.

Sa durée est limitée à 12 mois.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente : MATHIS Caroline  
 Secrétaire : JORDAN Poerani  
 Trésorier : JACQUEMIN Thibaud

**ASSOCIATION ARIIMATA**

(Récepissé n° W9P1001336 du 16 septembre 2016)

**Extraits de statuts**

L'ASSOCIATION ARIIMATA, fondé le 29 août 2016, a pour objet :

- de sensibiliser les jeunes à la pratique des différentes activités sportives (futsal, volley-ball, football, basket-ball, pirogue, etc.) ;

- de faciliter leur insertion au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités sportives et culturelles ainsi que les animations dans la commune et dans l'ensemble de la Polynésie française (et/ou à l'étranger) ;
- d'organiser des sorties extérieures et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Vaiuru, Raivavae.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président : TEEHU Matahoi  
 Secrétaire : FAARA Patrick  
 Trésorière : TEEHU Raruna

## ANNONCES MARCHES PUBLICS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 41-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Aménagement du front de mer du carrefour du Pacifique à la rue Jeanne-d'Arc, côté montagne, lot 1 dalots et réseaux, commune de Papeete, île de Tahiti.

2. *Décomposition en lots et modalités d'attribution* : Les travaux sont répartis en 3 lots dont la liste suit :

Lot 1 : dalots et réseaux ;

Lot 2 : trottoirs, espaces verts et équipements ;

Lot 3 : voirie.

Le présent avis d'appel d'offres concerne uniquement le lot 1 dalots et réseaux. A titre indicatif, les travaux du lot 1 comprennent la réalisation de dalots en traversée du boulevard du front de mer (rue Paul-Gauguin, rue Cardella et rue du 22-septembre) ainsi que le dévoiement et la protection des réseaux impactés par les dalots.

Les entreprises devront remplir impérativement un acte d'engagement pour le lot 1 auquel elles soumissionnent.

Ces 3 lots feront l'objet de marchés séparés. Une seule et même entreprise pourra être attributaire pour chacun des lots auquel elle soumissionne.

3. *Mode de passation* : appel d'offres ouvert sans variante (articles 13, 19, 20, 23 à 25 quater du CMP).

4. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

A la demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 80 76).

5. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées* sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au paragraphe 4.

6. *Retrait du dossier de consultation chez* : Copy-R, avenue du Prince-Hinoui, BP 51390, 98716 Pirae, tél./fax : 40 42 21 22/40 42 21 23.

7. *Envoi à la publication le* : 21 septembre 2016.

8. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le lundi 24 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

9. *Validité des offres* : 300 jours à compter de la date limite de remise des offres.

10. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères d'attribution pondérés suivants :

1) Prix : 70 ;

2) Valeur technique appréciée au regard des pièces du mémoire technique : 30

Selon les sous-critères suivants :

a. Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 8 ;

b. Programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 2 ;

c. Plan hygiène et sécurité demandé au c) du mémoire technique : 4 ;

d. Fiches de procédures demandées au d) du mémoire technique : 10 ;

e. Note descriptive globale demandée au e) du mémoire technique : 6.

11. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation* : Entre autres, références, mémoire justificatif, certificats CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (DICP et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), une attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du CMP ; et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

12. *L'exécution du marché* comporte une clause d'insertion par l'activité économique.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*

**AVIS D'APPEL D'OFFRES**

1 - *Objet du marché* : La fourniture, l'installation, la mise en service, l'aide au paramétrage, les prestations de formation et de maintenance d'un logiciel de gestion de la programmation du bloc opératoire pour le Centre hospitalier de la Polynésie française.

2 - *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du CMP).

3 - *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès de la direction des moyens généraux du Centre hospitalier de Polynésie française, tél. : 40 48 63 97.

4 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5 - *Retrait du dossier de consultation* : Au CHPF, Taaone, tél. : 40 48 63 97.

6 - *Envoi à la publication* le : 19 septembre 2016.

7 - *Remise des offres* : Direction des moyens généraux du Centre hospitalier de Polynésie française, site de Taaone, avant le 28 octobre 2016 à 14 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8 - *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9 - *Critères d'acceptation des candidatures* : Les candidats devront fournir les certificats attestant que le candidat a satisfait à ses obligations déclaratives et de paiement en matière fiscale et sociale.

10 - *Conditions de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 *bis*, 25 *ter* et 25 *quater* du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères suivants, selon la pondération indiquée :

1 - la valeur technique de l'offre (60 %) :

- 35 % : adéquation aux besoins exprimés ;
- 20 % qualité des produits (ergonomie et technologie utilisées) et des prestations (durée des interventions, durée des formations...) ;
- 5 % : qualité du dossier de réponse (degré de précision et copies d'écran : un oui/non sera considéré comme insuffisant),

2 - le prix de la fourniture et des prestations (40 %).

11 - Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation.

Le directeur par intérim du CHPF.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES**

1 - *Objet du marché* : La fourniture d'une ambulance équipée SMUR (service mobile d'urgence et de réanimation) lot 1, et d'une ambulance de transfert pour le service des urgences lot 2, pour le Centre hospitalier de la Polynésie française.

2 - *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert décomposé en deux lots (articles 13, 19, 20 et 23 à 25 *quater* du CMP).

3 - *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès de la direction des moyens généraux du Centre hospitalier de Polynésie française, tél. : 40 48 63 97.

4 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5 - *Retrait du dossier de consultation* : Direction des moyens généraux du CHPF Taaone, tél. : 40 48 63 97.

6 - *Envoi à la publication* le : 19 septembre 2016.

7 - *Remise des offres* : Direction des moyens généraux du Centre hospitalier de Polynésie française, site de Taaone, avant le 28 octobre 2016 à 14 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8 - *Validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9 - *Critères d'acceptation des candidatures* : Les candidats devront fournir les certificats attestant que le candidat a satisfait à ses obligations déclaratives et de paiement en matière fiscale et sociale.

10 - *Conditions de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 *bis*, 25 *ter* et 25 *quater* du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères suivants, selon la pondération indiquée :

- en ce qui concerne le lot 1 :
  - dimensions intérieures respectées (centimètre) : 25 % ;
  - puissance du moteur : 10 % ;
  - type de châssis (traction ou propulsion) : 5 % ;
  - aménagement de la cellule : 45 % ;
  - prix : 15 % ;
- en ce qui concerne le lot 2 :
  - dimensions intérieures respectées (centimètre) : 20 % ;
  - puissance du moteur : 10 % ;
  - type de châssis (traction ou propulsion) : 5 % ;
  - aménagement de la cellule : 40 % ;
  - prix : 25 %.

11 - Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation.

Le directeur par intérim du CHPF.

**AVIS D'ATTRIBUTION N° 2444 VP**

(Article 25 *bis* V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - *Identification de la personne publique qui a passé le marché* : Polynésie française, vice-présidence, ministère du budget, des finances et des énergies, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment de la culture, face au CESC, rue des Poilus-Tahitiens, tél. : (689) 40 80 30 00, fax : 40 41 91 83, courriel : secretariat@vp.gov.pf.

B - *Objet du marché* :

1. *Objet du marché* : Marché n° 4891 du 19 juillet 2016 relatif à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage relative à la conception puis la réalisation d'un système de production de frigories à partir d'un puisage océanique en eau profonde (SWAC), pour la climatisation du Centre hospitalier de Polynésie française.

2. *Type de marché* : Marché de service global et forfaitaire, révisable.

3. *Références de l'avis d'appel d'offres* : Avis de marché international n° 471 VP du 24 février 2016 paru au *Journal officiel* 2016 n° 19 du 4 mars 2016 et au *Journal officiel* de l'Union européenne n° 16/S 043-071357.

C - *Procédure de passation* : Avis de marché international ouvert, passé en application des articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française.

**D - Critères de jugement des offres :** Le jugement a été effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 bis, 25 ter et 25 quater du code des marchés publics au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères avec la pondération suivante :

1. Valeur technique : 70 ;
1. a) Sous critères valeur technique : note méthodologique : 25 ;
1. b) Sous critères valeur technique : cohérence du planning proposé : 25 ;
1. c) Sous critères valeur technique : moyens humains affectés au marché : 20 ;
2. Prix : 30.

**E - Nom du titulaire du marché :** SAS AIRARO, RCS de Papeete n° TPI 1251 B, n° TAHITI A14412 A, BP 140435, 98701 Arue, Polynésie française (PF).

**F - Montant du marché :** 92 872 440 F CFP TTC.

**G - Date de notification du marché :** 19 juillet 2016.

**H - Date d'envoi du présent avis à la publication :** 9 septembre 2016.

**I - Instance des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone-greffe : (689) 40 50 90 25, téléphone-secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefraçaise@mail.pf.

**J - Délais d'introduction des recours :**

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.

#### AVIS D'ATTRIBUTION N° 49-16 MET

(Article 25 bis V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

**A - Identification de la personne publique qui a passé le marché :** Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

**B - Objet du marché :**

1. Objet du marché : Marché n° 16 0138 du 19 juillet 2016 relatif aux travaux de rénovation complémentaires de l'aérogare de Huahine, lot n° 1 : travaux préparatoires, GO, maçonnerie, revêtements scellés collés, faux-plafonds, Peinture, plomberie sanitaire, assainissement EU/EP, courants forts et faibles ;

2. Type de marché : Marché de travaux ;
3. Références de l'avis d'appel d'offres.

Avis d'appel d'offres n° 16-16 MET du 22 mars 2016 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 26 du 29 mars 2016.

**C - Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert sans variante, lancé conformément aux articles 13, 19, 20 et 23 à 25 quater du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

**D - Critères de jugement des offres :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. Prix : 70 points ;
2. Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire ;
- 2.1. Procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
- 2.2. Provenance et références des fournitures : 9 points ;
- 2.3. Note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
- 2.4. Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux : 3 points ;
- 2.5. Plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

**E - Nom du titulaire du marché :** APIBAT, BP 41, 98713 Papeete, tél. : (689) 40 48 14 81, fax : (689) 40 48 14 80, vini : (689) 89 40 50 50, e-mail : apibat@mail.pf, RCS n° 594 B, n° TAHITI 718205.

**F - Montant du marché :** Lot 01 : 18 921 826 F TTC.

**G - Date de notification du marché :** 5 août 2016.

**H - Date d'envoi du présent avis à la publication :** 21 septembre 2016

**I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (689) 40 50 90 25, téléphone secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefraçaise@mail.pf.

**J - Délais d'introduction des recours :**

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.

**AVIS D'ATTRIBUTION N° 50-16 MET**

(Article 25 *bis* V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

**A - Identification de la personne publique qui a passé le marché :** Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2, 5<sup>e</sup> étage, rue du Commandant-Destreumeau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : [secretariat@equipement.min.gov.pf](mailto:secretariat@equipement.min.gov.pf)

**B - Objet du marché :**

1 - **Objet du marché :** Marché n° 16 0102 du 19 mai 2016 relatif aux travaux de "Reconstruction du ponceau de la rivière à Faanui, Bora Bora".

2 - **Type de marché :** Marché de travaux.

3 - **Références de l'avis d'appel d'offres :** Avis d'appel d'offres n° 2-16 MET du 26 janvier 2016 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 9 du 29 janvier 2016.

**C - Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert sans variante, lancé conformément aux articles 19, 20, 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

**D - Critères de jugement des offres :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1 - Prix : 70

2 - Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 30

Selon les sous-critères suivants :

**a - Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique :** 8 ;

**b - Plan d'hygiène et sécurité (PHS), demandé au b) du mémoire technique :** 3 ;

**c - Programme d'exécution des travaux demandé au c) du mémoire technique :** 5 ;

**d - Note méthodologique demandée au d) du mémoire technique :** 14.

**E - Nom du titulaire du marché :** Boyer SARL, BP 20287, 98713 Papeete, Tahiti, n° TAHITI 507855, RC n° 7164 B, tél. : 40 54 88 77, fax : 40 44 23 91, vini : 87 78 78 82, e-mail : [boyer@boyer-construction.pf](mailto:boyer@boyer-construction.pf)

**F - Montant des marchés :** 18 858 005 F CFP TTC.

**G - Date de notification du marché :** 7 juin 2016.

**H - Date d'envoi du présent avis à la publication :** 21 septembre 2016.

**I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, tél. greffe : (689) 40 50 90 25, tél. secrétariat : (689) 40 50 90 32, fax : (689) 40 45 17 24, courriel : [tadelapolynesiefrancaise@mail.pf](mailto:tadelapolynesiefrancaise@mail.pf)

**J - Délais d'introduction des recours :**

- **référé contractuel :** ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;

- **recours en contestation de validité du contrat :** ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*